

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2017/14284]

5 DECEMBRE 2017. — Loi portant des dispositions financières diverses (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. Les dispositions de la présente loi règlent une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et les sociétés régionales d'investissement*

Art. 2. A l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et les sociétés régionales d'investissement, remplacé par l'arrêté royal du 20 juillet 1994 et modifié par la loi du 26 août 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "ou aux statuts" sont remplacés par les mots ", aux statuts ou au contrat de gestion";

2° dans l'alinéa 5, les mots "ou aux statuts" sont remplacés par les mots ", aux statuts ou au contrat de gestion".

Art. 3. Dans la même loi, il est inséré un article 2^{sexies}, rédigé comme suit :

"Art. 2^{sexies}. § 1^{er}. Les règles et conditions spéciales selon lesquelles la Société fédérale de Participations et d'Investissement exerce les missions qui lui sont confiées par la présente loi, sont arrêtées dans un contrat de gestion conclu entre l'État et la Société fédérale de Participations et d'Investissement.

§ 2. Toute clause résolatoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code Civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée, ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation, et, le cas échéant, demander des dommages-intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

Le contrat de gestion ne constitue pas un acte ou règlement visé à l'article 14 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973. Toutes ses clauses sont réputées contractuelles.".

Art. 4. Dans la même loi, il est inséré un article 2^{septies}, rédigé comme suit :

"Art. 2^{septies}. § 1^{er}. Lors de la négociation et de la conclusion du contrat de gestion, l'État est représenté par les ministres compétents pour la Société fédérale de Participations et d'Investissement.

Lors de la négociation du contrat de gestion, la Société fédérale de Participations et d'Investissement est représentée par le président du conseil d'administration et l'administrateur délégué. Le contrat de gestion est soumis à l'approbation du conseil d'administration statuant à la majorité absolue des voix exprimées.

Le contrat de gestion n'entre en vigueur qu'après son approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, et à la date fixée par cet arrêté.

§ 2. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans au moins et de cinq ans au plus.

Au plus tard six mois avant l'expiration d'un contrat de gestion, l'administrateur délégué soumet aux ministres compétents pour la Société fédérale de Participations et d'Investissement un projet de nouveau contrat de gestion.

FEDERALE OVERHEIDS DIENST FINANCIEN

[C – 2017/14284]

5 DECEMBER 2017. — Wet houdende diverse financiële bepalingen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. De bepalingen van deze wet regelen een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen*

Art. 2. In artikel 1, § 2, van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen, vervangen bij het koninklijk besluit van 20 juli 1994 en gewijzigd bij de wet van 26 augustus 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "of de statuten" vervangen door de woorden ", de statuten of het beheerscontract";

2° in het vijfde lid worden de woorden "of de statuten" vervangen door de woorden ", de statuten of het beheerscontract".

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 2^{sexies} ingevoegd, luidende :

"Art. 2^{sexies}. § 1. De bijzondere regels en voorwaarden waaronder de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij de opdrachten vervult die haar bij deze wet zijn toevertrouwd, worden vastgelegd in een beheerscontract tussen de Staat en de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappijen.

§ 2. Elke uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in het beheerscontract wordt voor niet geschreven gehouden.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij jegens wie een verbintenis in het beheerscontract niet is uitgevoerd kan slechts de uitvoering van de verbintenis vorderen alsmede, in voorkomend geval, schadevergoeding, onvermindert de toepassing van eventuele bijzondere sancties bepaald in het beheerscontract.

Het beheerscontract is geen akte of reglement bedoeld in artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. Alle clausules in het beheerscontract worden geacht contractueel te zijn."

Art. 4. In dezelfde wet wordt een artikel 2^{septies} ingevoegd, luidende :

"Art. 2^{septies}. § 1. Bij de onderhandeling en het sluiten van het beheerscontract wordt de Staat vertegenwoordigd door de ministers die bevoegd zijn voor de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappijen.

De Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij wordt bij de onderhandeling van het beheerscontract vertegenwoordigd door de voorzitter van de raad van bestuur en de afgevaardigd bestuurder. Het beheerscontract wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur die er bij volstrekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen over beslist.

Het beheerscontract treedt slechts in werking na goedkeuring door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, vanaf de datum vastgesteld bij dat besluit.

§ 2. Het beheerscontract wordt gesloten voor een duur van ten minste drie jaar en ten hoogste vijf jaar.

Uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van een beheerscontract legt de afgevaardigd bestuurder aan de ministers die bevoegd zijn voor de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij een ontwerp van nieuw beheerscontract voor.

Si, à l'expiration d'un contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat est prorogé de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion. Cette prorogation est publiée au *Moniteur belge* par les ministres compétents pour la Société fédérale de Participations et d'Investissement.

Si, un an après la prorogation visée à l'alinéa 3, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer des règles provisoires concernant les matières visées à l'article 2sexies. Ces règles provisoires valent comme nouveau contrat de gestion et sont d'application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion, conclu conformément au paragraphe 1^{er}.

Les arrêtés portant approbation d'un contrat de gestion, ou de son adaptation, ainsi que les arrêtés fixant des règles provisoires sont publiés au *Moniteur belge*. Les dispositions du contrat de gestion ou, le cas échéant, des règles provisoires, sont publiées en annexe de l'arrêté royal, à l'exception de celles qui contiennent des secrets industriels ou commerciaux.

§ 3. Le contrat de gestion est présenté à la Chambre des représentants.”

CHAPITRE III. — Modification de l'article 185bis, § 4, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR)

Art. 5. Dans l'article 185bis, § 4, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 27 décembre 2006 et modifié par la loi du 3 août 2016, la première phrase est complétée par les mots "ou un organisme de placement en créances institutionnelles de la liste visée à l'article 271/15 de la loi du 3 août 2012".

CHAPITRE IV. — Modification de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique

Art. 6. Dans l'article 19 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, le point 1 est remplacé par ce qui suit :

"1. Le Comité de direction est composé, outre le gouverneur qui le préside, de maximum cinq directeurs dont l'un porte le titre de vice-gouverneur, que le Roi lui confère. Le Comité de direction compte autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise.".

Art. 7. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 6.

CHAPITRE V. — Modifications de la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers

Art. 8. L'article 7, § 2, de la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers, modifié par la loi du 18 avril 2017, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Les entreprises réglementées, les intermédiaires ainsi que les personnes visées à l'article 9, 1^o, informent notamment l'autorité compétente sans délai de tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la demande d'inscription et qui peut avoir une incidence sur l'aptitude ou l'honorabilité professionnelle nécessaire à l'exercice de la fonction concernée."

Conformément aux articles 8, alinéa 1^{er}, 9 et 17, § 1^{er}, lorsque l'autorité compétente, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 2, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées aux articles 8, alinéa 1^{er}, 3^o et 9, 1^o".

CHAPITRE VI. — Modification de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I)

Art. 9. Dans l'article 28 de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I), modifié par la loi du 25 avril 2014, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 : "La Caisse reverse au Trésor les avoirs visés à l'alinéa 2.".

Art. 10. L'article 38 de la même loi, est complété par un alinéa rédigé comme suit : "La Caisse reverse au Trésor les prestations assurées visées à l'alinéa 6.".

Indien bij het verstrijken van een beheerscontract geen nieuw beheerscontract is in werking getreden, wordt het van rechtswege verlengd, tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract is in werking getreden. Deze verlenging wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door de ministers die bevoegd zijn voor de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij.

Indien geen nieuw beheerscontract in werking is getreden binnen een termijn van één jaar na de in het derde lid bedoelde verlenging, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, voorlopige regels vaststellen inzake de in artikel 2sexies bedoelde aangelegenheden. Deze voorlopige regels zullen als nieuw beheerscontract gelden tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract, gesloten overeenkomstig paragraaf 1, in werking treedt.

De besluiten tot goedkeuring van een beheerscontract, of van een aanpassing ervan, alsmede de besluiten tot vaststelling van voorlopige regels, worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De bepalingen van het beheerscontract, of, in voorkomend geval, van de voorlopige regels met uitzondering van die welke industriële of commerciële geheimen bevatten, worden als bijlage bij het koninklijk besluit bekendgemaakt.

§ 3. Het beheerscontract wordt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers voorgesteld.”

HOOFDSTUK III. — Wijziging van artikel 185bis, § 4, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB)

Art. 5. In artikel 185bis, § 4, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 27 december 2006 en gewijzigd bij de wet van 3 augustus 2016, wordt de eerstezin aangevuld met de woorden "of een institutionele instelling voor belegging in schuldvorderingen van de in artikel 271/15 van de wet van 3 augustus 2012 bedoelde lijst".

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het orgaan statuut van de Nationale Bank van België

Art. 6. In artikel 19 van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het orgaan statuut van de Nationale Bank van België wordt punt 1 vervangen als volgt :

"1. Het Directiecomité bevat, naast de gouverneur die het voorzit, maximaal vijf directeurs van wie er één de titel van vicegouverneur draagt die de Koning hem toekent. Het Directiecomité bestaat uit evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.".

Art. 7. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van artikel 6.

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen van de wet van 22 maart 2006 betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten

Art. 8. Artikel 7, § 2, van de wet van 22 maart 2006 betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten, gewijzigd bij de wet van 18 april 2017, wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"De geregelteerde ondernemingen, de tussenpersonen en de in artikel 9, 1^o, bedoelde personen brengen de bevoegde autoriteit inzonderheid onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging inhoudt van de bij de aanvraag tot inschrijving verstrekte informatie, en dat een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste geschiktheid of professionele betrouwbaarheid.

Overeenkomstig de artikelen 8, eerste lid, 9 en 17, § 1, kan de bevoegde autoriteit, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het tweede lid is verkregen, de naleving van de in artikelen 8, eerste lid, 3^o en 9, 1^o, bedoelde vereisten herbeordelen."

HOOFDSTUK VI. — Wijziging van de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (I)

Art. 9. In artikel 28 van de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (I), gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het derde en vierde lid : "De Kas stort de tegoeden zoals bedoeld in het tweede lid in de Schatkist".

Art. 10. Artikel 38 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende : "De Kas stort de verzekerde prestaties bedoeld in het zesde lid in de Schatkist".

CHAPITRE VII. — *Modifications de la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement*

Art. 11. Dans l'article 16bis de la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement, inséré par la loi du 25 avril 2014, il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

"§ 4. Outre les dispositions du § 1^{er}, les établissements de paiement et les personnes visées au § 1^{er} communiquent sans délai à la Banque tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la nomination et qui pourrait avoir une incidence sur l'honorabilité professionnelle nécessaire ou l'expertise adéquate à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles 16 et 25, lorsque la Banque, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 1^{er}, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 2.".

Art. 12. L'article 35 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 27 novembre 2012, est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit :

"§ 5. Le § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, 2^o, 4^o et 5^o, est applicable dans le cas où la Banque a connaissance du fait qu'un établissement de paiement ne fonctionne pas en conformité avec les dispositions du Titre II du Règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux".

Art. 13. L'article 71bis de la même loi, inséré par la loi du 25 avril 2014, est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

"§ 4. Outre les dispositions du § 1^{er}, les établissements de monnaie électronique et les personnes visées au § 1^{er} communiquent sans délai à la Banque tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la nomination et qui pourrait avoir une incidence sur l'honorabilité professionnelle nécessaire ou l'expertise adéquate à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles 71 et 81, lorsque la Banque, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 1^{er}, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées à l'article 68, § 1^{er}, alinéa 2.".

Art. 14. Dans l'article 106 de la même loi, inséré par la loi du 27 novembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, le a) est remplacé par ce qui suit :

"a) il doit se conformer à des dispositions déterminées de la présente loi ou des arrêtés et règlements pris pour son exécution ou aux dispositions du Titre II du Règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux, ou";

2° au paragraphe 3, les mots "ou aux dispositions du Titre II du Règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux" sont insérés entre les mots "prises en exécution de celle-ci" et les mots ", infliger à un établissement de monnaie électronique".

CHAPITRE VIII. — *Modifications de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances*

Art. 15. Dans l'article 39 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances, modifié par la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

"La FSMA peut, par voie de règlement pris en exécution des articles 49, § 3, et 64, de la loi du 2 août 2002, préciser les conditions minimales auxquelles il doit être satisfait en ce qui concerne l'exigence d'expertise adéquate, en ce compris les modalités de la procédure d'évaluation de cette exigence.";

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen van de wet van 21 december 2009 op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen*

Art. 11. In artikel 16bis van de wet van 21 december 2009 op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014, wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidende :

"§ 4. Naast het bepaalde bij paragraaf 1 brengen betalingsinstellingen en de in paragraaf 1 bedoelde personen de Bank onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging inhoudt van de bij de benoeming verstrekte informatie en een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste professionele betrouwbaarheid of passende deskundigheid.

Overeenkomstig de artikelen 16 en 25, kan de Bank, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het eerste lid is verkregen, de naleving van de in artikel 13, § 1, tweede lid bedoelde vereisten herbeoordelen."

Art. 12. Artikel 35 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 27 november 2012, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende :

"§ 5. Paragraaf 1, eerste en tweede lid, 2^o, 4^o en 5^o, is van toepassing wanneer de Bank ervan op de hoogte is dat een betalingsinstelling niet werkt overeenkomstig de bepalingen van Titel II van Verordening (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende otc-derivaten, centrale tegenpartijen en transactieregisters."

Art. 13. Artikel 71bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

"§ 4. Naast het bepaalde bij paragraaf 1, brengen instellingen voor elektronisch geld en de in paragraaf 1 bedoelde personen de Bank onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging inhoudt van de bij de benoeming verstrekte informatie en een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste professionele betrouwbaarheid of passende deskundigheid.

Overeenkomstig de artikelen 71 en 81, kan de Bank, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het eerste lid is verkregen, de naleving van de in artikel 68, § 1, tweede lid bedoelde vereisten herbeoordelen."

Art. 14. In artikel 106 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 november 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 wordt de bepaling onder a) vervangen als volgt :

"a) waarbinnen zij zich moet conformeren aan welbepaalde voorschriften van deze wet of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten en reglementen of aan de bepalingen van Titel II van Verordening (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende otc-derivaten, centrale tegenpartijen en transactieregisters, of";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "of op de bepalingen van Titel II van Verordening (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende otc-derivaten, centrale tegenpartijen en transactieregisters" ingevoegd tussen de woorden "de ter uitvoering ervan genomen maatregelen" en de woorden ", een administratieve geldboete opleggen".

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingen van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldborderingen*

Art. 15. In artikel 39 van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldborderingen, gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De FSMA kan, bij reglement genomen ter uitvoering van de artikelen 49, § 3, en 64, van de wet van 2 augustus 2002, de minimale voorwaarden verduidelijken waaraan moet worden voldaan met betrekking tot het vereiste inzake de passende deskundigheid, inclusief de modaliteiten van de beoordelingsprocedure van dat vereiste.";

2° le paragraphe 3 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Sans préjudice de l'article 31, alinéa 3, les sociétés d'investissement ainsi que les personnes visées à l'alinéa 1^{er} informent la FSMA sans délai de tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la nomination et qui peut avoir une incidence sur l'honorabilité professionnelle nécessaire ou l'expertise adéquate à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles 39, § 1^{er}, alinéa 2 et 96, lorsque la FSMA, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 1^{er}, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2.".

Art. 16. Dans l'article 41 de la même loi, modifié par la loi du 19 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 5 est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

"Les personnes qui assurent la fonction de compliance font rapport à l'organe légal d'administration au moins une fois par an.";

2° dans le paragraphe 7, alinéa 1^{er}, les mots "La société d'investissement élabore" sont remplacés par les mots "L'organe légal d'administration de la société d'investissement définit et supervise";

3° dans le paragraphe 9, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

"Le conseil d'administration évalue en particulier le bon fonctionnement des fonctions de contrôle indépendantes visées aux § 4 à 6.".

Art. 17. L'article 199, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 25 avril 2014, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

"La FSMA peut, par voie de règlement pris en exécution des articles 49, § 3, et 64, de la loi du 2 août 2002, préciser les conditions minimales auxquelles il doit être satisfait en ce qui concerne l'exigence d'expertise adéquate, en ce compris les modalités de la procédure d'évaluation de cette exigence.".

Art. 18. Dans l'article 201 de la même loi, modifié par la loi du 19 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 5 est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

"Les personnes qui assurent la fonction de compliance font rapport à l'organe légal d'administration au moins une fois par an.";

2° dans le § 7, alinéa 1^{er}, les mots "La société de gestion d'organismes de placement collectif élabore" sont remplacés par les mots "L'organe légal d'administration de la société de gestion d'organismes de placement collectif définit et supervise";

3° dans le § 10, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

"L'organe légal d'administration évalue en particulier le bon fonctionnement des fonctions de contrôle indépendantes visées aux § 4 à 6.".

Art. 19. L'article 211 de la même loi, remplacé par la loi du 25 avril 2014, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Sans préjudice de l'article 189, § 2, alinéa 2, les sociétés de gestion ainsi que les personnes visées à l'alinéa 1^{er} informent la FSMA sans délai de tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la nomination et qui peut avoir une incidence sur l'honorabilité professionnelle nécessaire ou l'expertise adéquate à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles 199, § 1^{er}, alinéa 2, et 236, lorsque la FSMA, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 8, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées à l'article 199, § 1^{er}, alinéa 2.".

CHAPITRE IX. — Modifications du Code de droit économique

Art. 20. L'article VII.169 du Code de droit économique, inséré par la loi du 19 avril 2014 et modifié par l'arrêté royal du 28 juin 2015, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Sans préjudice de l'article VII. 160, § 4, alinéa 2, les prêteurs ainsi que les personnes visées à l'alinéa 1^{er} informent la FSMA sans délai de tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la nomination et qui peut avoir une incidence sur

2° paragraphe 3 wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"Onverminderd artikel 31, derde lid, brengen de beleggingsvennootschappen en de in het eerste lid bedoelde personen de FSMA onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging in de bij de benoeming verstrekte informatie inhoudt, en dat een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste professionele betrouwbaarheid of passende deskundigheid.

Overeenkomstig de artikelen 39, § 1, tweede lid en 96, kan de FSMA, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het eerste lid is verkregen, de naleving van de in artikel 39, § 1, tweede lid bedoelde vereisten herbeoordelen."

Art. 16. In artikel 41 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 5 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De personen die met de compliancefunctie zijn belast, brengen minstens eenmaal per jaar verslag uit aan het wettelijk bestuursorgaan.";

2° in paragraaf 7, eerste lid, worden de woorden "De beleggingsvennootschap werkt een passend integriteitsbeleid uit dat" vervangen door de woorden "Het wettelijk bestuursorgaan van de beleggingsvennootschap bepaalt en controleert een passend integriteitsbeleid dat";

3° in paragraaf 9 wordt tussen het tweede en derde lid een lid ingevoegd, luidende :

"De raad van bestuur beoordeelt in het bijzonder de goede werking van de in de paragrafen 4 tot 6 bedoelde onafhankelijke controlefuncties.".

Art. 17. Artikel 199, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De FSMA kan, bij reglement genomen ter uitvoering van de artikelen 49, § 3, en 64, van de wet van 2 augustus 2002, de minimale voorwaarden verduidelijken waaraan moet worden voldaan met betrekking tot het vereiste inzake de passende deskundigheid, inclusief de modaliteiten van de beoordelingsprocedure van dat vereiste.".

Art. 18. In artikel 201 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 5 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De personen die met de compliancefunctie zijn belast, brengen minstens eenmaal per jaar verslag uit aan het wettelijk bestuursorgaan.";

2° in paragraaf 7, eerste lid, worden de woorden "De beheervennootschap van instellingen voor collectieve belegging werkt een passend integriteitsbeleid uit" vervangen door de woorden "Het wettelijk bestuursorgaan van de beheervennootschap van instellingen voor collectieve belegging bepaalt en controleert een passend integriteitsbeleid";

3° in paragraaf 10 wordt tussen het tweede en derde lid een lid ingevoegd, luidende :

"Het wettelijk bestuursorgaan beoordeelt in het bijzonder de goede werking van de in de paragrafen 4 tot 6 bedoelde onafhankelijke controlefuncties.".

Art. 19. Artikel 211 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 25 april 2014, wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"Onverminderd artikel 189, § 2, tweede lid, brengen de beheervennootschappen en de in het eerste lid bedoelde personen de FSMA onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging in de bij de benoeming verstrekte informatie inhoudt, en dat een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste professionele betrouwbaarheid of passende deskundigheid.

Overeenkomstig de artikelen 199, § 1, tweede lid, en 236, kan de FSMA, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het achtste lid is verkregen, de naleving van de in artikel 199, § 1, tweede lid bedoelde vereisten herbeoordelen."

HOOFDSTUK IX. — Wijzigingen van het Wetboek van Economisch Recht

Art. 20. Artikel VII.169 van het Wetboek van Economisch Recht, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 juni 2015, wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"Onverminderd artikel VII. 160, § 4, tweede lid brengen de kredietgevers en de in het eerste lid bedoelde personen de FSMA onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging in de bij de benoeming verstrekte informatie inhoudt, en dat een invloed kan

l'honorabilité professionnelle nécessaire ou l'expertise adéquate à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles VII. 164, § 1^{er}, alinéa 2, VII. 166, § 1^{er}, et XV. 18/1, lorsque la FSMA, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 8, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées à l'article VII. 164, § 1^{er}, alinéa 2.².

Art. 21. L'article VII. 182, § 2, du même Code, inséré par la loi du 19 avril 2014, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Les prêteurs en crédit hypothécaire, les intermédiaires en crédit hypothécaire ainsi que les personnes visées aux articles VII. 180, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, et VII. 181, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et § 2, 1^o informent notamment la FSMA sans délai de tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la demande d'inscription et qui peut avoir une incidence sur l'aptitude ou l'honorabilité professionnelle nécessaire à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles VII. 181, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et XV. 18/1, lorsque la FSMA, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 2, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées aux articles 180, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, et 181, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et § 2, 1^o.³

Art. 22. L'article VII. 188, § 2, du même Code, inséré par la loi du 19 avril 2014, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Les prêteurs en crédit à la consommation, les intermédiaires en crédit à la consommation ainsi que les personnes visées aux articles VII. 184, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, et VII. 186, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et § 2, 1^o, informent notamment la FSMA sans délai de tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la demande d'inscription et qui peut avoir une incidence sur l'aptitude ou l'honorabilité professionnelle nécessaire à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles VII. 186, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et XV. 18/1, lorsque la FSMA, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 2, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées aux articles VII. 184, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, et VII. 186, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et § 2, 1^o.⁴

CHAPITRE X. — *Modifications de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances*

Art. 23. Dans l'article 267, § 1^{er}, de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, modifié par les lois des 17 mars 2016 et 18 avril 2017, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 5 et 6 :

"Les entreprises d'assurance, les intermédiaires d'assurances et de réassurance ainsi que les personnes visées à l'article 259, alinéa 1^{er}, 260, alinéa 1^{er}, et 269, alinéa 1^{er}, 1^o, informent notamment la FSMA sans délai de tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la demande d'inscription et qui peut avoir une incidence sur l'aptitude ou l'honorabilité professionnelle nécessaire à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles 268, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 269, alinéa 1^{er} et 286, lorsque la FSMA, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 6, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées aux articles 259, alinéa 1^{er}, 260, alinéa 1^{er}, et 269, alinéa 1^{er}, 1^o.⁵

CHAPITRE XI. — *Modifications de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires*

Art. 24. Dans l'article 206 de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

"La FSMA peut, par voie de règlement pris en exécution des articles 49, § 3, et 64, du 2 août 2002, préciser les conditions minimales auxquelles il doit être satisfait en ce qui concerne l'exigence d'expertise adéquate, en ce compris les modalités de la procédure d'évaluation de cette exigence. Le cas échéant, la FSMA peut prévoir des règles différentes selon la catégorie de placements autorisés concernée."⁶

hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste professionele betrouwbaarheid of passende deskundigheid.

Overeenkomstig de artikelen VII. 164, § 1, tweede lid, VII. 166, § 1 en XV. 18/1, kan de FSMA, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het achtste lid is verkregen, de naleving van de in artikel VII. 164, § 1, tweede lid bedoelde vereisten herbeoordelen."

Art. 21. Artikel VII. 182, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014, wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"De kredietgevers inzake hypothecair krediet, de bemiddelaars inzake hypothecair krediet en de in artikelen VII. 180, § 2, eerste lid, 2^o, en VII. 181, § 1, eerste lid, 2^o, en § 2, 1^o, bedoelde personen brengen de FSMA inzonderheid onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging in de bij de aanvraag om inschrijving verstrekte informatie inhoudt, en dat een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste geschiktheid of professionele betrouwbaarheid.

Overeenkomstig de artikelen VII. 181, § 1, eerste lid en XV. 18/1, kan de FSMA, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het tweede lid is verkregen, de naleving van de in artikelen VII. 180, § 2, eerste lid, 2^o, en 181, § 1, eerste lid, 2^o, en § 2, 1^o bedoelde vereisten herbeordelen."

Art. 22. Artikel VII. 188, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014, wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"De kredietgevers inzake consumentenkrediet, de bemiddelaars inzake consumentenkrediet en de in artikelen VII. 184, § 1, tweede lid, 2^o, en VII. 186, § 1, eerste lid, 2^o, en § 2, 1^o, bedoelde personen brengen de FSMA inzonderheid onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging in de bij de inschrijvingsaanvraag verstrekte informatie inhoudt, en dat een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste geschiktheid of professionele betrouwbaarheid.

Overeenkomstig de artikelen VII. 186, § 1, eerste lid en XV. 18/1, kan de FSMA, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het tweede lid is verkregen, de naleving van de in artikelen VII. 184, § 1, tweede lid, 2^o, en VII. 186, § 1, eerste lid, 2^o, en § 2, 1^o bedoelde vereisten herbeordelen."

HOOFDSTUK X. — *Wijzigingen van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen*

Art. 23. In artikel 267, § 1, van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen, gewijzigd bij de wetten van 17 maart 2016 en 18 april 2017, worden tussen het vijfde en het zesde lid twee leden ingevoegd, luidende :

"De verzekeringsondernemingen, de verzekerings- of herverzekeringstussenpersonen en de in artikelen 259, eerste lid, 260, eerste lid, en 269, eerste lid, 1^o, bedoelde personen brengen de FSMA inzonderheid onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging inhoudt van de bij de aanvraag tot inschrijving verstrekte informatie, en dat een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste geschiktheid of professionele betrouwbaarheid.

Overeenkomstig de artikelen 268, § 1, eerste lid, 269, eerste lid en 286, kan de FSMA, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het zesde lid is verkregen, de naleving van de in artikelen 259, eerste lid, 260, eerste lid, en 269, eerste lid, 1^o, bedoelde vereisten herbeordelen."

HOOFDSTUK XI. — *Wijzigingen van de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders*

Art. 24. In artikel 206 van de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De FSMA kan, bij reglement genomen ter uitvoering van de artikelen 49, § 3, en 64, van de wet van 2 augustus 2002, de minimale voorwaarden verduidelijken waaraan moet worden voldaan met betrekking tot het vereiste inzake de passende deskundigheid, inclusief de modaliteiten van de beoordelingsprocedure van dat vereiste. In voorkomend geval, kan de FSMA verschillende regels vaststellen in functie van de betrokken categorie van toegelaten beleggingen".

2^o le paragraphe 3 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Sans préjudice de l'article 18, les sociétés d'investissement ainsi que les personnes visées à l'alinéa 1^{er} informent la FSMA sans délai de tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la nomination et qui peut avoir une incidence sur l'honorabilité professionnelle nécessaire ou l'expertise adéquate à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles 11, § 1^{er}, alinéa 2, 206, § 1^{er}, alinéa 2 et 338, lorsque la FSMA, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 1^{er}, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées à l'article 206, § 1^{er}, alinéa 2."

Art. 25. Dans l'article 208 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1^o il est inséré un paragraphe 4/1, rédigé comme suit :

"§ 4/1. Sans préjudice des dispositions du règlement 231/2013, l'organe légal d'administration évalue le bon fonctionnement des fonctions de contrôle indépendantes.";

2^o dans le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots "La société d'investissement élabore" sont remplacés par les mots "L'organe légal d'administration de la société d'investissement définit et supervise".

Art. 26. L'article 317, § 1^{er}, de la même loi est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

"La FSMA peut, par voie de règlement pris en exécution des articles 49, § 3 et 64, du 2 août 2002, préciser les conditions minimales auxquelles il doit être satisfait en ce qui concerne l'exigence d'expertise adéquate, en ce compris les modalités de la procédure d'évaluation de cette exigence. Le cas échéant, la FSMA peut prévoir des règles différentes selon la catégorie de placements autorisés concernée."

Art. 27. Dans l'article 319 de la même loi, modifié par la loi du 25 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o il est inséré un paragraphe 3/1, rédigé comme suit :

"§ 3/1. Sans préjudice des dispositions du règlement 231/2013, l'organe légal d'administration évalue le bon fonctionnement des fonctions de contrôle indépendantes.";

2^o dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots "La société de gestion élabore" sont remplacés par les mots "L'organe légal d'administration de la société de gestion définit et supervise".

Art. 28. L'article 324 de la même loi est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Sans préjudice de l'article 18, les sociétés de gestion ainsi que les personnes visées à l'alinéa 1^{er} informent la FSMA sans délai de tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la nomination et qui peut avoir une incidence sur l'honorabilité professionnelle nécessaire ou l'expertise adéquate à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles 11, § 1^{er}, alinéa 2, 317, § 1^{er}, alinéa 2, et 338, lorsque la FSMA, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 7, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées à l'article 317, § 1^{er}, alinéa 2".

CHAPITRE XII. — Modifications de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse

Art. 29. L'article 3 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, modifié en dernier lieu par la loi du 21 novembre 2017, est complété par un 8^o/5, rédigé comme suit :

"8^o/5 Règlement n° 648/2012, le Règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux;".

Art. 30. L'article 23, alinéa 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 21 novembre 2017, est complété par un 4^o rédigé comme suit :

"4^o la politique d'intégrité visée à l'article 21, § 1^{er}, 5^o."

2^o paragraphe 3 wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"Onverminderd artikel 18 brengen de beleggingsvennootschappen en de in het eerste lid bedoelde personen de FSMA onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging in de bij de benoeming verstrekte informatie inhoudt, en dat een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste professionele betrouwbaarheid of passende deskundigheid.

Overeenkomstig de artikelen 11, § 1, tweede lid, 206, § 1, tweede lid en 338, kan de FSMA, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het eerste lid is verkregen, de naleving van de in artikel 206, § 1, tweede lid bedoelde vereisten herbeoordelen."

Art. 25. In artikel 208 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o er wordt een paragraaf 4/1 ingevoegd, luidende :

"§ 4/1. Onverminderd de bepalingen van Verordening 231/2013 beoordeelt het wettelijk bestuursorgaan de goede werking van de onafhankelijke controlefuncties.";

2^o in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden "De beleggingsvennootschap werkt een passend integriteitsbeleid uit dat" vervangen door de woorden "Het wettelijk bestuursorgaan van de beleggingsvennootschap bepaalt en controleert een passend integriteitsbeleid dat".

Art. 26. Artikel 317, § 1, van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De FSMA kan, bij reglement genomen ter uitvoering van de artikelen 49, § 3, en 64, van de wet van 2 augustus 2002, de minimale voorwaarden verduidelijken waaraan moet worden voldaan met betrekking tot het vereiste inzake de passende deskundigheid, inclusief de modaliteiten van de beoordelingsprocedure van dat vereiste. In voorkomend geval, kan de FSMA verschillende regels vaststellen in functie van de betrokken categorie van toegelaten beleggingen."

Art. 27. In artikel 319 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidende :

"§ 3/1. Onverminderd de bepalingen van Verordening 231/2013 beoordeelt het wettelijk bestuursorgaan de goede werking van de onafhankelijke controlefuncties.";

2^o in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "De beheervennootschap werkt een passend integriteitsbeleid uit dat" vervangen door de woorden "Het wettelijk bestuursorgaan van de beheervennootschap bepaalt en controleert een passend integriteitsbeleid dat".

Art. 28. Artikel 324 van dezelfde wet wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"Onverminderd artikel 18 brengen de beheervennootschappen en de in het eerste lid bedoelde personen de FSMA onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging in de bij de benoeming verstrekte informatie inhoudt, en dat een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste professionele betrouwbaarheid of passende deskundigheid.

Overeenkomstig de artikelen 11, § 1, tweede lid, 317, § 1, tweede lid, en 338, kan de FSMA, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het zevende lid is verkregen, de naleving van de in artikel 317, § 1, tweede lid bedoelde vereisten herbeoordelen."

HOOFDSTUK XII. — Wijzigingen van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen

Art. 29. Artikel 3 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 november 2017, wordt aangevuld met een bepaling onder 8^o/5, luidende :

"8^o/5 Verordening nr. 648/2012 : Verordening (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende otc-derivaten, centrale tegenpartijen en transactieregisters;".

Art. 30. Artikel 23, tweede lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 november 2017, wordt aangevuld met een bepaling onder 4^o, luidende :

"4^o het in artikel 21, § 1, 5^o, bedoelde integriteitsbeleid."

Art. 31. Dans l'article 36, § 2, de la même loi, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

"L'organe légal d'administration transmet annuellement à l'autorité de contrôle un rapport relatif à l'évaluation qu'il effectue de la fonction de conformité en application de l'article 56, § 3."

Art. 32. L'article 40 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

"La Banque peut, sans préjudice des dispositions des articles 19 à 21 et 35 à 39, préciser, par voie de règlement pris en application de l'article 12bis, § 2, de la loi du 22 février 1998, ce qu'il y a lieu d'entendre par structure de gestion adéquate, contrôle interne adéquat, fonction d'audit interne indépendante adéquate, fonction de gestion des risques indépendante adéquate et, sur avis de la FSMA, fonction de conformité (compliance) indépendante adéquate, et élaborer des règles plus précises conformément à la réglementation européenne, notamment des règles précisant les conditions minimales auxquelles il doit être satisfait en ce qui concerne l'exigence d'expertise adéquate visée à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, en ce compris les modalités de la procédure d'évaluation de cette exigence."

Art. 33. L'article 60 de la même loi, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

"§ 4. Outre les dispositions du § 1^{er}, les établissements de crédit et les personnes visées au § 1^{er} communiquent sans délai à l'autorité de contrôle tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la nomination et qui pourrait avoir une incidence sur l'honorabilité professionnelle nécessaire ou l'expertise adéquate à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles 45, 134 et 135, lorsque l'autorité de contrôle, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 1^{er}, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées à l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2."

Art. 34. Dans l'article 72, § 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 25 octobre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1^{er} est complété par les mots ", ainsi qu'aux dirigeants effectifs de leurs succursales";

2° au 2^o, les mots ", alinéa 1^{er}" sont insérés entre les mots "visées à l'article 9" et les mots "ainsi qu'aux membres".

Art. 35. Dans l'article 236 de la même loi, modifié par la loi du 21 novembre 2017, il est inséré un paragraphe 5/1, rédigé comme suit :

"§ 5/1. L'article 234, § 1^{er}, ainsi que le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o, 4^o et 6^o et les paragraphes 2 et 3 du présent article sont applicables dans les cas où l'autorité de contrôle constate qu'un établissement de crédit ne fonctionne pas en conformité avec les dispositions du Titre II du Règlement n° 648/2012."

Art. 36. Dans l'article 345, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 21 novembre 2017, les mots "ou du Règlement 2017/565." sont remplacés par les mots ", du Règlement 2017/565 ou du Titre II du Règlement n° 648/2012."

Art. 37. Dans l'article 346, § 1^{er}, c), de la même loi, modifié par la loi du 21 novembre 2017, les mots "du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux" sont abrogées.

Art. 38. Dans l'article 347, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 21 novembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots "du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux" sont abrogées;

2° au § 2, les mots "1 %" sont remplacés par les mots "10.000 euros".

Art. 39. L'article 609 de la même loi, inséré par la loi du 25 octobre 2016, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 609. § 1^{er}. Sans préjudice d'autres mesures prévues par la présente loi et sans préjudice des mesures prévues par d'autres lois ou d'autres règlements, la Banque peut, lorsqu'elle constate une infraction aux dispositions de la présente loi, aux mesures prises en exécution de celle-ci ou au Règlement n° 575/2013, du Règlement n° 600/2014 ou du Règlement n° 2017/565 ou lorsqu'elle constate une infraction aux dispositions du Titre II du Règlement n° 648/2012, infliger une amende administrative à une société de bourse, à une compagnie financière, à une compagnie financière mixte, à une compagnie mixte, de droit belge

Art. 31. In artikel 36, § 2, van dezelfde wet wordt een tweede lid ingevoegd, luidende :

"Het wettelijk bestuursorgaan bezorgt aan de toezichthouder jaarlijks een verslag over de beoordeling van de compliancefunctie die hij met toepassing van artikel 56, § 3, verricht."

Art. 32. Artikel 40 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Onverminderd het bepaalde bij de artikelen 19 tot 21 en 35 tot 39, kan de Bank, bij reglement vastgesteld met toepassing van artikel 12bis, § 2, van de wet van 22 februari 1998, nader bepalen wat moet worden verstaan onder een passende beleidsstructuur, een passende interne controle, een passende onafhankelijke interne auditfunctie, een passende onafhankelijke risicobeheerfunctie en, op advies van de FSMA, een passende onafhankelijke compliancefunctie, en nadere regels opstellen conform de Europese regelgeving, met name regels waarin de minimumvooraarden worden vastgesteld die moeten worden vervuld wat betreft het in artikel 19, § 1, tweede lid bedoelde vereiste om over passende deskundigheid te beschikken, met inbegrip van de modaliteiten met betrekking tot de procedure voor de beoordeling van dat vereiste."

Art. 33. Artikel 60 van dezelfde wet wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

"§ 4. Naast het bepaalde bij paragraaf 1 brengen kredietinstellingen en de in paragraaf 1 bedoelde personen de toezichthouder onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging inhoudt van de bij de benoeming verstrekte informatie en een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste professionele betrouwbaarheid of passende deskundigheid.

Overeenkomstig de artikelen 45, 134 en 135, kan de toezichthouder, wanneer hij in het kader van de uitvoering van zijn toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het eerste lid is verkregen, de naleving van de in artikel 19, § 1, tweede lid bedoelde vereisten herbeoordelen."

Art. 34. In artikel 72, § 1, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 oktober 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 1° wordt aangevuld met de woorden ", evenals aan de effectieve leiders van hun bijkantoren";

2° in de bepaling onder 2° worden de woorden ", eerste lid" ingevoegd tussen de woorden "artikel 9" en de woorden "bedoelde personen".

Art. 35. In artikel 236 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 november 2017, wordt een paragraaf 5/1 ingevoegd, luidende :

"§ 5/1. Artikel 234, § 1, en paragraaf 1, eerste lid, 2^o, 3^o, 4^o en 6^o en de paragrafen 2 en 3 van dit artikel zijn van toepassing wanneer de toezichthouder vaststelt dat een kredietinstelling niet werkt overeenkomstig de bepalingen van Titel II van Verordening nr. 648/2012."

Art. 36. In artikel 345, eerste lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 november 2017, worden de woorden "of Verordening 2017/565" vervangen door de woorden ", Verordening 2017/565 of Titel II van Verordening nr. 648/2012".

Art. 37. In artikel 346, § 1, c), van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 november 2017, worden de woorden "van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende otc-derivaten, centrale tegenpartijen en transactieregisters" geschrapt.

Art. 38. In artikel 347 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 november 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende otc-derivaten, centrale tegenpartijen en transactieregisters" geschrapt;

2° in paragraaf 2 worden de woorden "1 %" vervangen door de woorden "10.000 euro".

Art. 39. Artikel 609 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 oktober 2016, wordt vervangen als volgt :

"Art. 609. § 1. Onverminderd andere bij deze wet voorgeschreven maatregelen en onverminderd de bij andere wetten of reglementen voorgeschreven maatregelen, kan de Bank, indien zij een inbreuk vaststelt op de bepalingen van deze wet, op de maatregelen genomen in uitvoering ervan of op Verordening nr. 575/2013, Verordening nr. 600/2014 of Verordening nr. 2017/565 of indien zij een inbreuk vaststelt op de bepalingen van Titel II van Verordening nr. 648/2012, een administratieve boete opleggen aan een beursvennootschap, financiële holding, gemengde financiële holding of gemengde holding naar

ou de droit étranger, établie en Belgique, à un ou plusieurs des membres de l'organe légal d'administration de ces entités, aux personnes qui, en l'absence de comité de direction, participent à leur direction effective, responsables du manquement constaté.

§ 2. Le montant de l'amende administrative infligée à la société de bourse ou à la compagnie visée au paragraphe 1^{er}, pour le même fait ou pour le même ensemble de faits, est de minimum 10.000 euros et de maximum 10 % du chiffre d'affaires annuel net de la société de bourse au cours de l'exercice précédent.

Le montant de l'amende administrative infligée à une personne physique, pour le même fait ou pour le même ensemble de faits, est de minimum 5.000 euros et de maximum 5.000.000 euros.

§ 3. Les amendes imposées par la Banque en application du paragraphe 1^{er} sont recouvrées au profit du Trésor par l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement au sein du Service Public Fédéral Finances

§ 4. Le montant de l'amende est notamment fixé en fonction

a) de la gravité et de la durée des manquements;

b) du degré de responsabilité de la personne en cause;

c) de l'assise financière de la personne en cause, telle qu'elle ressort notamment du chiffre d'affaires total de la personne morale en cause ou des revenus annuels de la personne physique en cause;

d) des avantages ou profits éventuellement tirés de ces manquements;

e) d'un préjudice subi par des tiers du fait des manquements, dans la mesure où il peut être déterminé;

f) du degré de coopération avec les autorités compétentes dont a fait preuve la personne physique ou morale en cause;

g) des manquements antérieurs commis par la personne en cause :

h) de l'impact négatif potentiel des manquements sur la stabilité du système financier.

§ 5. Lorsque la Banque rend publiques des mesures imposées conformément au présent article, elle en informe en même temps l'Autorité européenne des marchés financiers.

La Banque informe également l'Autorité européenne des marchés financiers de ses décisions concernant un manquement aux dispositions du Règlement n° 600/2014, aux dispositions prises en vue de la transposition de la Directive 2014/65/UE ou aux dispositions prises sur la base ou en exécution de ce règlement ou de ces dispositions, lorsque ces décisions ne sont pas publiées conformément à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, y compris de tout recours contre ces décisions et du résultat de ceux-ci".

CHAPITRE XIII. — Modifications de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification par des entreprises réglementées et modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers

Art. 40. L'article 17 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification par des entreprises réglementées et modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

"Sans préjudice de l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2, les planificateurs financiers indépendants ainsi que les personnes visées à l'alinéa 1^{er} informent la FSMA sans délai de tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la nomination et qui peut avoir une incidence sur l'honorabilité professionnelle nécessaire ou l'expertise adéquate à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles 12, § 3, alinéa 1^{er}, 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 35, lorsque la FSMA, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 7, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées à l'article 12, § 3, alinéa 1^{er}".

Belgisch of buitenlands recht die in België is gevestigd, aan een of meer leden van het wetelijk bestuursorgaan van deze entiteiten, aan de personen die bij ontstentenis van een directiecomité deelnemen aan hun effectieve leiding, die voor de vastgestelde tekortkoming verantwoordelijk zijn.

§ 2. De administratieve geldboete die aan de in paragraaf 1 bedoelde beursvennootschap of onderneming wordt opgelegd, voor hetzelfde feit of hetzelfde geheel van feiten, bedraagt minimum 10.000 euro en maximum 10 % van de jaarlijkse netto-omzet van de beursvennootschap van het voorbije boekjaar.

De administratieve geldboete die aan een natuurlijke persoon wordt opgelegd, voor hetzelfde feit of hetzelfde geheel van feiten, bedraagt minimum 5.000 euro en maximum 5.000.000 euro.

§ 3. De boetes die met toepassing van paragraaf 1 worden opgelegd door de Bank, worden ingevorderd ten bate van de Schatkist door de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering van de Federale Overheidsdienst Financiën.

§ 4. Het bedrag van de boete wordt met name vastgesteld op grond van

a) de ernst en de duur van de tekortkomingen;

b) de mate van verantwoordelijkheid van de betrokkene;

c) de financiële draagkracht van de betrokkene, zoals die met name blijkt uit de totale omzet van de betrokken rechtspersoon of uit het jaarinkomen van de betrokken natuurlijke persoon;

d) het voordeel of de winst die deze tekortkomingen eventueel opleveren;

e) het nadeel dat derden door deze tekortkomingen hebben geleden, voor zover dit kan worden bepaald;

f) de mate van medewerking van de betrokken natuurlijke of rechtspersoon met de bevoegde autoriteiten;

g) vroegere tekortkomingen van de betrokkene;

h) de potentiële negatieve impact van de tekortkomingen op de stabiliteit van het financiële stelsel.

§ 5. Wanneer de Bank maatregelen die zij overeenkomstig dit artikel oplegt, openbaar maakt, stelt zij de Europese Autoriteit voor Effecten en Markten tezelfdertijd in kennis.

De Bank stelt de Europese Autoriteit voor Effecten en Markten ook op de hoogte van haar besluiten over een inbreuk op de bepalingen van Verordening nr. 600/2014, de bepalingen die met het oog op de omzetting van Richtlijn 2014/65/EU zijn vastgesteld of de bepalingen die op grond van of in uitvoering van die verordening of van die bepalingen zijn vastgesteld, wanneer die besluiten niet overeenkomstig het eerste lid van deze paragraaf gepubliceerd zijn, met inbegrip van elk tegen deze besluiten ingesteld beroep en de afloop daarvan."

HOOFDSTUK XIII. — Wijzigingen van de wet van 25 april 2014 inzake het statuut van en het toezicht op de onafhankelijk financieel planners en inzake het verstrekken van raad over financiële planning door geregelteerde ondernemingen en tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten

Art. 40. Artikel 17 van de wet van 25 april 2014 inzake het statuut van en het toezicht op de onafhankelijk financieel planners en inzake het verstrekken van raad over financiële planning door geregelteerde ondernemingen en tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"Onverminderd artikel 15, § 1, tweede lid, brengen de onafhankelijk financieel planners en de in het eerste lid bedoelde personen de FSMA onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging in de bij de benoeming verstekte informatie inhoudt, en dat een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste professionele betrouwbaarheid of passende deskundigheid.

Overeenkomstig de artikelen 12, § 3, eerste lid, 15, § 1, eerste lid, en 35, kan de FSMA, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het zevende lid is verkregen, de naleving van de in artikel 12, § 3, eerste lid bedoelde vereisten herbeoordelen."

CHAPITRE XIV. — Modifications de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance

Art. 41. Dans l'article 15 de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance, modifié en dernier lieu par la loi du 7 décembre 2016, il est inséré un 8°/2 rédigé comme suit :

"8°/2 "Règlement n° 648/2012" : le Règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux;".

Art. 42. Dans l'article 44 de la même loi, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"À cette fin, l'organe légal d'administration définit et supervise, notamment :

1° la stratégie et les objectifs de l'entreprise;

2° la politique en matière de risques, en ce compris les limites de tolérance générale aux risques;

3° la politique d'intégrité visée à l'article 42, § 1^{er}, 5°".

Art. 43. Dans l'article 55, § 2, de la même loi, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

"L'organe légal d'administration transmet annuellement à la Banque un rapport relatif à l'évaluation qu'il effectue de la fonction de vérification de la conformité (compliance) en application de l'article 77, § 3.".

Art. 44. L'article 60 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Art. 60. La Banque peut, sans préjudice des dispositions des articles 40 à 42 et 48 à 59, préciser, par voie de règlement pris en application de l'article 12bis, § 2, de la loi du 22 février 1998, ce qu'il y a lieu d'entendre par structure de gestion adéquate, contrôle interne adéquat, fonction de gestion des risques indépendante adéquate, fonction d'audit interne indépendante adéquate, fonction actuarielle adéquate et, sur avis de la FSMA, fonction de vérification de la conformité (compliance) indépendante adéquate, et élaborer des règles plus précises conformément à la réglementation européenne, notamment des règles précisant les conditions minimales auxquelles il doit être satisfait en ce qui concerne l'exigence d'expertise adéquate visée à l'article 40, § 1^{er}, alinéa 2, en ce compris les modalités de la procédure d'évaluation de cette exigence".

Art. 45. Dans l'article 81 de la même loi, il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

"§ 4. Outre les dispositions du paragraphe 1^{er}, les entreprises d'assurance ou de réassurance et les personnes visées au paragraphe 1^{er} communiquent sans délai à la Banque tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la nomination et qui pourrait avoir une incidence sur l'honorabilité professionnelle nécessaire ou l'expertise adéquate à l'exercice de la fonction concernnée.

Conformément aux articles 63, 303 en 304, lorsque la Banque, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 1^{er}, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées à l'article 40, § 1^{er}, alinéa 2.".

Art. 46. Dans l'article 93, § 1^{er}, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

"1° aux membres de leur organe légal d'administration, aux membres de leur comité de direction ou, en l'absence de comité de direction, aux personnes chargées de la direction effective ainsi qu'aux mandataires généraux et, le cas échéant, aux autres personnes chargées de la direction effective de leurs succursales";

2° à l'alinéa 1^{er}, le 3° est complété par les mots ", à l'exception des entreprises ou institutions sur lesquelles l'entreprise d'assurance, de réassurance ou leur entreprise mère exerce le contrôle;".

Art. 47. Dans l'article 517 de la même loi, il est inséré un paragraphe 5/1 rédigé comme suit :

"§ 5/1. L'article 508, § 1^{er}, ainsi que le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o, 4^o et 6^o, et les paragraphes 2 et 3 du présent article sont applicables dans les cas où la Banque constate qu'une entreprise d'assurance ou de réassurance ne fonctionne pas en conformité avec les dispositions du Titre II du Règlement n° 648/2012".

HOOFDSTUK XIV. — Wijzigingen van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen

Art. 41. In artikel 15 van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 7 december 2016, wordt een bepaling onder 8°/2 ingevoegd, luidende :

"8°/2 "Verordening nr. 648/2012" : Verordening (EU) nr. 648/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende otc-derivaten, centrale tegenpartijen en transactieregisters;".

Art. 42. In artikel 44 van dezelfde wet wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Hier toe bepaalt en controleert het wettelijk bestuursorgaan met name :

1° de strategie en de doelstellingen van de onderneming;

2° het risicobeleid, met inbegrip van de algemene risicotolerantielimieten;

3° het in artikel 42, § 1, 5° bedoelde integriteitsbeleid."

Art. 43. In artikel 55, § 2, van dezelfde wet wordt een tweede lid ingevoegd, luidende :

"Het wettelijk bestuursorgaan bezorgt aan de Bank jaarlijks een verslag over de beoordeling van de compliancefunctie die hij met toepassing van artikel 77, § 3, verricht".

Art. 44. Artikel 60 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 60. Onverminderd het bepaalde bij de artikelen 40 tot 42 en 48 tot 59, kan de Bank, bij reglement vastgesteld met toepassing van artikel 12bis, § 2, van de wet van 22 februari 1998, nader bepalen wat moet worden verstaan onder een passende beleidsstructuur, een passende interne controle, een passende onafhankelijke risicobeheerfunctie, een passende onafhankelijke interne auditfunctie, een passende actuariële functie en, op advies van de FSMA, een passende onafhankelijke compliancefunctie, en nadere regels opstellen conform de Europese regelgeving, met name de regels waarin de minimumvoorraarden worden vastgesteld die moeten worden vervuld wat betreft het in artikel 40, § 1, tweede lid bedoelde vereiste om over passende deskundigheid te beschikken, met inbegrip van de modaliteiten met betrekking tot de procedure voor de beoordeling van dat vereiste".

Art. 45. In artikel 81 van dezelfde wet wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidende :

"§ 4. Naast het bepaalde bij paragraaf 1, brengen verzekerings- of herverzekeringsondernemingen en de in paragraaf 1 bedoelde personen de Bank onverwijd op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging inhoudt van de bij de benoeming verstrekte informatie en een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste professionele betrouwbaarheid of passende deskundigheid.

Overeenkomstig de artikelen 63, 303 en 304, kan de Bank, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het eerste lid is verkregen, de naleving van de in artikel 40, § 1, tweede lid bedoelde vereisten herbeoordelen".

Art. 46. In artikel 93, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt :

"1° de leden van hun wettelijk bestuursorgaan, de leden van hun directiecomité of, bij ontstentenis van een directiecomité, de personen belast met de effectieve leiding, evenals de algemene lasthebbers en, in voorkomend geval, andere personen die met de effectieve leiding van hun bijkantoren zijn belast";

2° in het eerste lid wordt de bepaling onder 3° aangevuld met de woorden "met uitzondering van de ondernemingen of instellingen waarover de verzekerings- of herverzekeringsonderneming of hun moederonderneming controle uitoefent";

Art. 47. In artikel 517 van dezelfde wet wordt een paragraaf 5/1 ingevoegd, luidende :

"§ 5/1. Artikel 508, § 1, en paragraaf 1, eerste lid, 2°, 3°, 4° en 6°, en de paragrafen 2 en 3 van dit artikel zijn van toepassing wanneer de Bank vaststelt dat een verzekerings- of herverzekeringsonderneming niet werkt overeenkomstig de bepalingen van Titel II van Verordening nr. 648/2012".

Art. 48. L'article 602 de la même loi, est complété par les mots "ou du Titre II du Règlement n° 648/2012".

Art. 49. À l'article 603 de la même loi, modifié par la loi du 25 octobre 2016, le paragraphe 1^{er}, 1^o, est complété par les mots "aux dispositions du Titre II du Règlement n° 648/2012 ou".

Art. 50. À l'article 604 de la même loi, modifié par la loi du 25 octobre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots "ou aux dispositions du Titre II du Règlement n° 648/2012" sont insérés entre les mots "à toutes autres mesures d'exécution de la Directive 2009/138/CE" et les mots ", infliger une amende administrative";

2^o l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2 est remplacé par les deux alinéas qui suivent, qui formeront les alinéas 1^{er} et 2 du paragraphe 2 :

"Le montant de l'amende administrative infligée à une entreprise d'assurance ou de réassurance visée au paragraphe 1^{er}, pour le même fait ou pour le même ensemble de faits, est de minimum 10 000 euros et de maximum 10 % des produits techniques et financiers de l'entreprise au cours de l'exercice précédent."

Le montant de l'amende administrative infligée à une société holding d'assurance, à une compagnie financière mixte ou à une société holding mixte d'assurance visée au paragraphe 1^{er}, pour le même fait ou pour le même ensemble de faits, est de minimum 10 000 euros et de maximum 10 % du chiffre d'affaires annuel net de l'entité au cours de l'exercice précédent".

CHAPITRE XV. — *Modifications de la loi du 25 octobre 2016 portant création de l'Agence fédérale de la Dette et suppression du Fonds des Rentes*

Art. 51. L'article 3 de la loi du 25 octobre 2016 portant création de l'Agence fédérale de la Dette et suppression du Fonds des Rentes est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

"Tous les droits et obligations contractuels existants concernant la gestion de la dette de l'État fédéral sont transférés de plein droit du Service Public Fédéral Finances, Administration générale de la Trésorerie, Agence de la dette vers l'Agence. Ce transfert est opposable aux tiers sans autre formalité".

Art. 52. Dans la même loi, il est inséré un article 10/1 rédigé comme suit :

"Art. 10/1. Le Roi est habilité à adapter toutes les dispositions légales se référant au Fonds des Rentes".

CHAPITRE XVI. — *Modifications de la loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement*

Art. 53. L'article 23, § 1^{er}, de la loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

"La FSMA peut, par voie de règlement pris en exécution des articles 49, § 3, et 64, de la loi du 2 août 2002, préciser les conditions minimales auxquelles il doit être satisfait en ce qui concerne l'exigence d'expertise adéquate, en ce compris les modalités de la procédure d'évaluation de cette exigence".

Art. 54. À l'article 25 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 3, les mots "Les sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement élaborent" sont remplacés par les mots "L'organe légal d'administration de la société de gestion de portefeuille et de conseil en investissement définit et supervise";

b) un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

"Les personnes qui assurent la fonction de conformité (compliance) font rapport à l'organe légal d'administration au moins une fois par an."

2^o dans le paragraphe 7, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 6 et 7 :

"L'organe légal d'administration évalue en particulier le bon fonctionnement des fonctions de contrôle indépendantes visées au paragraphe 5".

Art. 48. Artikel 602 van dezelfde wet wordt aangevuld met de woorden "of van Titel II van Verordening nr. 648/2012".

Art. 49. In artikel 603 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 oktober 2016, wordt paragraaf 1, 1^o, aangevuld met de woorden "aan de bepalingen van Titel II van Verordening nr. 648/2012 of".

Art. 50. In artikel 604 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 oktober 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1 worden de woorden "of op de bepalingen van Titel II van Verordening nr. 648/2012" ingevoegd tussen de woorden "op alle andere uitvoeringsmaatregelen van Richtlijn 2009/138/EG" en de woorden ", een administratieve boete opleggen";

2^o het eerste lid van paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende twee leden, die het eerste en tweede lid van paragraaf 2 zullen vormen :

De administratieve geldboete die aan een in paragraaf 1 bedoelde verzekerings- of herverzekeringsonderneming wordt opgelegd, voor hetzelfde feit of hetzelfde geheel van feiten, bedraagt minimum 10.000 euro en maximum 10 % van de technische en financiële opbrengsten van de onderneming van het voorbije boekjaar.

De administratieve geldboete die aan een in paragraaf 1 bedoelde verzekeringsholding, gemengde financiële holding of gemengde verzekeringsholding wordt opgelegd, voor hetzelfde feit of hetzelfde geheel van feiten, bedraagt minimum 10.000 euro en maximum 10 % van de jaarlijkse netto-omzet van de entiteit van het voorbije boekjaar".

HOOFDSTUK XV. — *Wijzigingen van de wet van 25 oktober 2016 houdende oprichting van het Federaal Agentschap van de Schuld en opheffing van het Rentenfonds*

Art. 51. Artikel 3 van de wet van 25 oktober 2016 houdende oprichting van het Federaal Agentschap van de Schuld en opheffing van het Rentenfonds wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Alle bestaande contractuele rechten en plichten betreffende het beheer van de Federale Staatsschuld worden van rechtswege overgedragen van de Federale Overheidsdienst Financiën, Algemene Administratie van de Thesaurie, Agentschap van de schuld, naar het Agentschap. Deze overdracht is zonder enige andere formaliteit tegenstelbaar ten aanzien van derden".

Art. 52. In dezelfde wet wordt een artikel 10/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 10/1. De Koning wordt gemachtigd alle wettelijke bepalingen aan te passen die naar het Rentenfonds verwijzen".

HOOFDSTUK XVI. — *Wijzigingen van de wet van 25 oktober 2016 betreffende de toegang tot het beleggingsdienstenbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies*

Art. 53. Artikel 23, § 1, van de wet van 25 oktober 2016 betreffende de toegang tot het beleggingsdienstenbedrijf en betreffende het statuut van en het toezicht op de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De FSMA kan, bij reglement genomen ter uitvoering van de artikelen 49, § 3, en 64, van de wet van 2 augustus 2002, de minimale voorwaarden verduidelijken waaraan moet worden voldaan met betrekking tot het vereiste inzake de passende deskundigheid, inclusief de modaliteiten van de beoordelingsprocedure van dat vereiste".

Art. 54. In artikel 25 van diezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het derde lid worden de woorden "De vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies werken een passend integriteitsbeleid uit vervangen door de woorden "Het wettelijk bestuursorgaan van de vennootschap voor vermogensbeheer en beleggingsadvies bepaalt en controleert een passend integriteitsbeleid";

b) tussen het vierde en het vijfde lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

"De personen die met de compliancefunctie zijn belast, brengen minstens eenmaal per jaar verslag uit aan het wettelijk bestuursorgaan."

2^o in paragraaf 7 wordt tussen het zesde en het zevende lid een lid ingevoegd, luidende :

"Het wettelijk bestuursorgaan beoordeelt in het bijzonder de goede werking van de in paragraaf 5 bedoelde onafhankelijke controlefuncties".

Art. 55. L'article 35 de la même loi, est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

“§ 4. Sans préjudice de l'article 45, alinéa 2, les sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement ainsi que les personnes visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, informent la FSMA sans délai de tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la nomination et qui peut avoir une incidence sur l'honorabilité professionnelle nécessaire ou l'expertise adéquate à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles 23, § 1^{er}, alinéa 2, 45, alinéa 1^{er}, et 56, lorsque la FSMA, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 1^{er}, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées à l'article 23, § 1^{er}, alinéa 2.”.

CHAPITRE XVII. — *Modifications de la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances*

Art. 56. Dans la version néerlandaise de l'article 4, 5^o, de la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances, les mots “emittent van beleggingsinstrumenten wiens” sont remplacés par les mots “uitgevende instelling van beleggingsinstrumenten wier”.

Art. 57. Dans la version néerlandaise de l'article 4, 7^o, de la même loi, le mot “emittent” est remplacé par les mots “uitgevende instelling” et le mot “wiens” est remplacé par le mot “wier”.

Art. 58. L'article 15 de la même loi est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

“Sans préjudice de l'article 13, alinéa 2, les plateformes de financement alternatif ainsi que les personnes visées à l'alinéa 1^{er}, informent la FSMA sans délai de tout fait ou élément qui implique une modification des informations fournies lors de la nomination et qui peut avoir une incidence sur l'honorabilité professionnelle nécessaire ou l'expertise adéquate à l'exercice de la fonction concernée.

Conformément aux articles 10, § 3, alinéa 1^{er}, 13, alinéa 1^{er}, et 31, lorsque la FSMA, dans le cadre de l'exercice de sa mission de contrôle, a connaissance d'un tel fait ou élément, obtenu ou non en application de l'alinéa 7, elle peut effectuer une réévaluation du respect des exigences visées à l'article 10, § 3, alinéa 1^{er}.”.

CHAPITRE XVIII. — *Transposition de diverses dispositions de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012*

Section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 59. Le présent chapitre a pour objet la transposition partielle de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012.

Section 2. — Modification de la loi du 1^{er} avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition

Art. 60. L'article 5 de la loi du 1^{er} avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition, modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

“Cet article ne s'applique pas en cas d'utilisation d'instruments, de pouvoirs et de mécanismes de résolution visés au Livre II, Titre VIII, au Livre XI et au Livre XII, Titre II, Chapitre VII de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse.”.

Art. 55. In artikel 35 van dezelfde wet wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidende :

“§ 4. Onverminderd artikel 45, tweede lid, brengen de vennootschappen voor vermogensbeheer en beleggingsadvies en de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde personen de FSMA onverwijld op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging in de bij de benoeming verstrekte informatie inhoudt, en dat een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste professionele betrouwbaarheid of passende deskundigheid.

Overeenkomstig de artikelen 23, § 1, tweede lid, 45, eerste lid en 56, kan de FSMA, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het eerste lid is verkregen, de naleving van de in artikel 23, § 1, tweede lid bedoelde vereisten herbeoordelen.”.

HOOFDSTUK XVII. — *Wijzigingen van de wet van 18 december 2016 tot regeling van de erkenning en de afbakening van crowdfunding en houdende diverse bepalingen inzake financiëlen*

Art. 56. In artikel 4, 5^o, van de wet van 18 december 2016 tot regeling van de erkenning en de afbakening van crowdfunding en houdende diverse bepalingen inzake financiëlen worden de woorden “emitter van beleggingsinstrumenten wiens” vervangen door de woorden “uitgevende instelling van beleggingsinstrumenten wier”.

Art. 57. Artikel 4, 7^o, van dezelfde wet wordt het woord “emitter” vervangen door de woorden “uitgevende instelling” en het woord “wiens” vervangen door het woord “wier”.

Art. 58. Artikel 15 van dezelfde wet wordt aangevuld met twee leden, luidende :

“Onverminderd artikel 13, tweede lid, brengen de alternatievenfinancieringsplatformen en de in het eerste lid bedoelde personen de FSMA onverwijld op de hoogte van elk feit of element dat een wijziging in de bij de benoeming verstrekte informatie inhoudt, en dat een invloed kan hebben op de voor de uitoefening van de betrokken functie vereiste professionele betrouwbaarheid of passende deskundigheid.

Overeenkomstig de artikelen 10, § 3, eerste lid, 13, eerste lid en 31, kan de FSMA, wanneer zij in het kader van de uitvoering van haar toezichtsopdracht op de hoogte is van een dergelijk feit of element, dat al dan niet met toepassing van het zevende lid is verkregen, de naleving van de in artikel 10, § 3, eerste lid bedoelde vereisten herbeoordelen.”.

HOOFDSTUK XVIII. — *Omzetting van diverse bepalingen van Richtlijn 2014/59/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijn 82/891/EEG van de Raad en de Richtlijnen 2001/24/EG, 2002/47/EG, 2004/25/EG, 2005/56/EG, 2007/36/EG, 2011/35/EU, 2012/30/EU en 2013/36/EU en de Verordeningen (EU) nr. 1093/2010 en (EU) nr. 648/2012, van het Europees Parlement en de Raad*

Afdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 59. Dit hoofdstuk voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2014/59/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 betreffende de totstandbrenging van een kader voor het herstel en de afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijn 82/891/EEG van de Raad en de Richtlijnen 2001/24/EG, 2002/47/EG, 2004/25/EG, 2005/56/EG, 2007/36/EG, 2011/35/EU, 2012/30/EU en 2013/36/EU en de Verordeningen (EU) nr. 1093/2010 en (EU) nr. 648/2012, van het Europees Parlement en de Raad.

Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 1 april 2007 op de openbare overnamebiedingen

Art. 60. Artikel 5 van de wet van 1 april 2007 op de openbare overnamebiedingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

“Dit artikel is niet van toepassing wanneer gebruik wordt gemaakt van de afwikkelingsinstrumenten, -bevoegdheden en -mechanismen bedoeld in Boek II, Titel VIII, in Boek XI en in Boek XII, Titel II, Hoofdstuk VII van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen.”.

Section 3. — Modification du Code des sociétés

Art. 61. L'article 533 du Code des sociétés est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Pour l'application de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, en ce qui concerne le redressement des établissements de crédit et des sociétés de bourse, l'assemblée générale peut, à la majorité des deux tiers des votes valablement exprimés, décider, ou modifier les statuts de manière à ce qu'ils prescrivent, que la convocation à une assemblée générale pour décider de procéder à une augmentation de capital intervient entre dix à quinze jours avant cette assemblée, pour autant que :

1° les conditions de l'article 234, 235 ou 236 de la loi du 25 avril 2014 soient remplies, et

2° l'augmentation de capital soit nécessaire pour éviter le déclenchement d'une procédure de résolution dans les conditions énoncées aux articles 244 et 454 de la loi du 25 avril 2014.

Dans ce cas, les actionnaires ne peuvent pas exercer le droit d'inscrire d'autres points à l'ordre du jour de l'assemblée générale, il ne peut pas y avoir une révision de l'agenda et les dispositions du paragraphe 2 ne sont pas d'application".

Section 4. — Modifications de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse

Art. 62. L'article 3 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, modifié en dernier lieu par la loi du 7 décembre 2016, est complété par le 81° rédigé comme suit :

"81° contrats financiers : les contrats et accords suivants :

a) les contrats sur titres, y compris :

1° les contrats d'achat, de vente ou de prêt d'un titre ou d'un groupe ou indice de titres;

2° les options sur un titre ou sur un groupe ou indice de titres;

3° les opérations de mise en pension ou de prise en pension sur un tel titre, un tel groupe ou un tel indice;

b) les contrats sur matières premières, y compris :

1° les contrats d'achat, de vente ou de prêt d'une matière première ou d'un groupe ou indice de matières premières;

2° les options sur une matière première ou sur un groupe ou un indice de matières premières;

3° les opérations de mise en pension ou de prise en pension sur une telle matière première, un tel groupe ou un tel indice;

c) les contrats à terme, y compris les contrats (autres qu'un contrat sur matières premières) d'achat, de vente ou de transfert, à une date ultérieure, d'une matière première ou de biens de toute autre nature, d'un service, d'un droit ou d'une garantie pour un prix spécifié;

d) les accords de swap, notamment

1° les swaps et les options relatifs aux taux d'intérêt, les accords au comptant ou autres accords sur devises, les swaps sur monnaies, les indices d'actions ou les actions, les indices de dettes ou les dettes, les indices de matières premières ou les matières premières, le climat, les émissions ou l'inflation;

2° les swaps sur rendement total, sur spreads de crédit et swaps de crédits;

3° tout accord ou toute opération similaire à un accord visé au point 1° ou 2° qui fait l'objet d'opérations récurrentes sur les marchés des swaps ou des produits dérivés;

e) les accords d'emprunt interbancaire dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois;

f) les accords-cadres relatifs à tous les types de contrats et d'accords visés aux points a) à e);".

Art. 63. L'article 228 de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"En vue de l'application de l'alinéa premier, les établissements de crédit et l'autorité de contrôle informent sans délai l'autorité de résolution de toute modification qui impose une révision ou actualisation du plan de résolution".

Art. 64. Dans le texte néerlandais de l'article 229, § 4, de la même loi, le mot "toezichthouder" est remplacé par le mot "afwikkelingsautoriteit".

Afdeling 3. — Wijziging van het Wetboek van vennootschappen

Art. 61. Artikel 533 van het Wetboek van vennootschappen wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

"§ 3. Voor de toepassing van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen, wat het herstel van kredietinstellingen en beursvennootschappen betreft, kan de algemene vergadering met twee derde van het aantal geldig uitgebrachte stemmen bepalen dat de statuten voorschrijven, of de statuten in die zin wijzigen dat zij voorschrijven, dat de oproeping tot de algemene vergadering om een besluit te nemen over een kapitaalverhoging plaatsvindt binnen tien tot vijftien dagen voor de vergadering, mits :

1° aan de voorwaarden van artikel 234, 235 of 236 van de wet van 25 april 2014 is voldaan, en

2° de kapitaalverhoging noodzakelijk is om te vermijden dat een afwikkelingsprocedure op basis van de in artikel 244 en 454 van de wet van 25 april 2014 bedoelde afwikkelingsvooraarden een aanvang neemt.

In dat geval hebben de aandeelhouders geen recht om andere punten op de agenda van die algemene vergadering te plaatsen, kan geen herziening van de agenda plaatsvinden en is het bepaalde in paragraaf 2 niet van toepassing."

Afdeling 4. — Wijzigingen van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen

Art. 62. In artikel 3 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen, laatst gewijzigd bij de wet van 7 december 2016, wordt de bepaling onder 81° toegevoegd, luidende :

"81° financiële contracten : de volgende contracten en overeenkomsten :

a) effectencontracten, met inbegrip van :

1° contracten voor de aankoop, verkoop of lening van een effect of een groep of index van effecten;

2° opties op een effect of een groep of index van effecten;

3° retrocessie- of omgekeerde retrocessietransacties met betrekking tot een dergelijk effect of een dergelijke groep of index;

b) grondstoffencontracten, met inbegrip van :

1° contracten voor de aankoop, verkoop of lening van een grondstof of een groep of index van grondstoffen voor de levering ervan in de toekomst;

2° opties op een grondstof of een groep of index van grondstoffen;

3° retrocessie- of omgekeerde retrocessietransacties met betrekking tot een dergelijke grondstof, groep of index;

c) future- en termijncontracten, met inbegrip van contracten (die geen grondstoffencontracten zijn) voor de aankoop, verkoop of overdracht van een grondstof of eigendom van enigerlei andere aard, dienst, recht of belang tegen een vastgestelde prijs op een tijdstip in de toekomst;

d) swapovereenkomsten, met inbegrip van

1° swaps en opties met betrekking tot rentetarieven, spot- of andere overeenkomsten met betrekking tot wisselkoersen, valuta's, een aandelenindex of aandelen, een schuldindex of schuld, grondstoffenindexen of grondstoffen, weer, emissies of inflatie;

2° totale opbrengsten-, kreditspreidings- of kredietswaps;

3° overeenkomsten of transacties die vergelijkbaar zijn met een in 1° of 2° bedoelde overeenkomst die herhaaldelijk op de swaps- of derivatenmarkten wordt verhandeld;

e) interbancaire leningsovereenkomsten indien de leningstermijn ten hoogste drie maanden bedraagt;

f) raamovereenkomsten met betrekking tot de onder a) tot en met e) bedoelde contracten of overeenkomsten,".

Art. 63. Artikel 228 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Met het oog op de toepassing van het eerste lid brengen de kredietinstellingen en de toezichthouder de afwikkelingsautoriteit onverwijd op de hoogte van alle veranderingen die een actualisering of een herziening van het afwikkelingsplan nodig maken."

Art. 64. Artikel 229, § 4, van dezelfde wet wordt het woord "toezichthouder" vervangen door het woord "afwikkelingsautoriteit".

Art. 65. Dans l'article 275 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 2015 et confirmé par la loi du 27 juin 2016, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre le premier et le second alinéa :

"Ces mesures prennent effet nonobstant toute disposition contraire, en particulier, mais pas exclusivement, du Code des sociétés".

Art. 66. Dans l'article 276, § 2, 4^e/5 de la même loi les mots "des contrats financiers ou" sont insérés entre les mots "le pouvoir de liquider ou de résilier" et les mots "des contrats de produits dérivés".

Art. 67. A l'article 292 de la même loi, modifié par la loi du 27 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 2^o, les mots "et l'autorité de résolution" sont insérés entre les mots "l'autorité compétente" et les mots "pour toute succursale";

2^o le 3^o est complété par les mots "lorsque cela est nécessaire pour permettre au Fonds de garantie de remplir ses fonctions";

3^o il est inséré un 3^o/1 rédigé comme suit :

"3^o/1 le Fonds de résolution lorsque cela est nécessaire pour permettre au Fonds de résolution de remplir ses fonctions;".

Art. 68. Dans le Livre IV de la même loi, il est inséré un article 346/1 rédigé comme suit :

"Art. 346/1. La Banque informe l'Autorité bancaire européenne sans délai des mesures qu'elle applique conformément à l'article 345 ou 346, § 2, ainsi que de l'état d'avancement et du résultat des recours éventuels".

Art. 69. L'article 347 de la même loi, modifié par la loi du 25 octobre 2016, est complété par un paragraphe 6 rédigé comme suit :

"§ 6. La Banque informe l'Autorité bancaire européenne sans délai des mesures qu'elle impose conformément à cet article ainsi que de l'état d'avancement et du résultat des recours éventuels".

Art. 70. Dans le Livre VI de la même loi, il est inséré un titre IV intitulé "Titre IV. Disposition complémentaire".

Art. 71. Dans le titre IV inséré par l'article 70, il est inséré un article 377/1 rédigé comme suit :

"Art. 377/1. Les articles 353 à 377 sont *mutatis mutandis* applicables aux entités de droit belge visées à l'article 424, en cas d'application à ces entités de mesures de résolution en vertu du livre XI, titre V".

Art. 72. L'article 435 de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 26 décembre 2015 et confirmé par la loi du 27 juin 2016, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

"§ 4. Les autres autorités compétentes qui ne sont pas en désaccord en vertu du paragraphe 3 peuvent prendre une décision commune concernant un plan de redressement de groupe pour les entités qui relèvent de leur juridiction".

Art. 73. L'article 436 de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 26 décembre 2015 et confirmé par la loi du 27 juin 2016, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

"§ 4. Les autres autorités compétentes qui ne sont pas en désaccord en vertu du paragraphe 3 peuvent prendre une décision commune concernant un plan de redressement de groupe pour les entités qui relèvent de leur juridiction".

Art. 74. Dans le texte néerlandais de l'article 440, § 2, de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 26 décembre 2015 et confirmé par la loi du 27 juin 2016, le mot "*stabiliteit*" est remplacé par le mot "*instabiliteit*".

Art. 75. Dans le texte néerlandais de l'article 460, § 4, alinéa 3, de la même loi, inséré par l'arrêté royal du 26 décembre 2015 et confirmé par la loi du 27 juin 2016, le mot "ABE" est remplacé par le mot "EBA".

Art. 76. Dans la même loi, il est inséré un article 465/1 rédigé comme suit :

"Art. 465/1. § 1^{er}. Le plan de financement visé à l'article 465, § 1^{er}, 4^o, comprend :

1^o une valorisation effectuée conformément à l'article 246 pour les entités du groupe affectées;

2^o les pertes à comptabiliser par chaque entité du groupe affectée au moment où les instruments de résolution sont appliqués;

Art. 65. In artikel 275 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 2015 en bekraftigd bij wet van 27 juni 2016, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

"Deze maatregelen hebben uitwerking niettegenstaande elke andersluidende bepaling van in het bijzonder, doch niet uitsluitend, het Wetboek van vennootschappen."

Art. 66. In artikel 276, § 2, 4^e/5 van dezelfde wet worden de woorden "financiële contracten of" ingevoegd tussen de woorden "de bevoegdheid om" en het woord "derivatencontracten".

Art. 67. In artikel 292 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de bepaling onder 2^o worden de woorden "en de afwikkelingsautoriteit" ingevoegd tussen de woorden "de bevoegde autoriteit" en de woorden "van elk bijkantoor";

2^o de bepaling onder 3^o wordt aangevuld met de woorden "indien zulks noodzakelijk is voor het vervullen van de functies van het Garantiefonds";

3^o er wordt een bepaling onder 3^o/1 ingevoegd, luidende :

"3^o/1 het Afwikkelingsfonds indien zulks noodzakelijk is voor het vervullen van de functies van het Afwikkelingsfonds;".

Art. 68. In Boek IV van dezelfde wet wordt een artikel 346/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 346/1. De Bank stelt de Europese Bankautoriteit onverwijd in kennis van de maatregelen die zij overeenkomstig artikel 345 of 346, § 2, toepast evenals van de status van eventueel ingestelde beroepen en het resultaat daarvan".

Art. 69. Artikel 347 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 oktober 2016, wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidende :

"§ 6. De Bank stelt de Europese Bankautoriteit onverwijd in kennis van de maatregelen die zij overeenkomstig dit artikel oplegt evenals van de status van eventueel ingestelde beroepen en het resultaat daarvan".

Art. 70. In Boek VI van dezelfde wet wordt een titel IV ingevoegd, luidende "Titel IV. Aanvullende bepaling".

Art. 71. In titel IV, ingevoegd bij artikel 70, wordt een artikel 377/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 377/1. De artikelen 353 tot 377 zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de entiteiten naar Belgisch recht bedoeld in artikel 424, wanneer ten aanzien van die entiteiten afwikkelingsmaatregelen worden toegepast krachtens Boek XI, Titel V".

Art. 72. Artikel 435 van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 december 2015 en bekraftigd bij de wet van 27 juni 2016, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

"§ 4. De andere bevoegde autoriteiten die het niet oneens zijn uit hoofde van paragraaf 3 kunnen een gezamenlijk besluit bereiken over een groepsherstelplan dat de entiteiten in hun rechtsgebieden bestrijkt."

Art. 73. Artikel 436 van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 december 2015 en bekraftigd bij de wet van 27 juni 2016, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

"§ 4. De andere bevoegde autoriteiten die het niet oneens zijn uit hoofde van paragraaf 3 kunnen een gezamenlijk besluit bereiken over een groepsherstelplan dat de entiteiten in hun rechtsgebieden bestrijkt".

Art. 74. In artikel 440, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 december 2015 en bekraftigd bij de wet van 27 juni 2016, wordt het woord "*stabiliteit*" vervangen door het woord "*instabiliteit*".

Art. 75. In artikel 460, § 4, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 december 2015 en bekraftigd bij de wet van 27 juni 2016, wordt het woord "ABE" vervangen door het woord "EBA".

Art. 76. In dezelfde wet wordt een artikel 465/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 465/1. § 1. Het in artikel 465, § 1, 4^o, bedoelde financieringsplan omvat :

1^o een waardering als bedoeld in artikel 246 ten aanzien van de betroffen groepsentiteiten;

2^o de verliezen die elke getroffen groepsentiteit moet onderkennen op het ogenblik waarop de afwikkelingsinstrumenten worden toegepast;

3° pour chaque entité du groupe affectée, les pertes que subirait chaque catégorie d'actionnaires et de créanciers;

4° toute contribution que le Fonds de garantie et les autres systèmes de garantie des dépôts nationaux seraient tenus de verser conformément à l'article 384/1 ou à l'article 109, paragraphe 1, de la Directive 2014/59/UE;

5° la contribution totale qui doit être financée par les dispositifs de financement pour la résolution ainsi que la finalité et la forme de cette contribution;

6° la base de calcul du montant que chacun des dispositifs de financement nationaux des États membres où des entités du groupe affectées sont situées est tenu de verser pour contribuer au financement de la résolution de groupe afin d'arriver à la contribution totale visée au point 5°;

7° le montant que le dispositif de financement national de chaque entité du groupe affectée est tenu de verser pour contribuer au financement de la résolution de groupe, ainsi que la forme de ces contributions;

8° le montant de l'emprunt que les dispositifs de financement des États membres où les entités du groupe affectées sont situées contracteront auprès d'établissements, d'établissements financiers et d'autres tiers, en vertu de l'article 6/3, § 1^{er}, de la loi du 28 décembre 2011 relative au Fonds de résolution ou de l'article 105 de la Directive 2014/59/UE;

9° un calendrier d'utilisation des dispositifs de financement des États membres où les entités du groupe affectées sont situées, qui devrait pouvoir être prolongé, le cas échéant.

§ 2. La base du partage de la contribution visée au paragraphe 1^{er}, 5°, est compatible avec l'article 3, 9°, de l'arrêté royal du 5 mars 2017 portant exécution de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, en ce qui concerne l'établissement des plans de résolution et des plans de résolution de groupe et l'évaluation de la résolvabilité, sauf s'il en a été décidé autrement dans le plan de financement.

Sauf s'il en a été décidé autrement dans le plan de financement, la base de calcul de la contribution de chaque dispositif de financement national tient compte notamment :

1° de la proportion des actifs du groupe, pondérés en fonction du risque, détenue au sein des entités visées à l'article 424, 1° à 4°, qui sont établis dans l'État membre dudit dispositif de financement pour la résolution;

2° de la proportion des actifs du groupe détenue au sein des établissements et les entités visées à l'article 424, 1° à 4°, qui sont établis dans l'État membre dudit dispositif de financement pour la résolution;

3° de la proportion des pertes ayant rendu nécessaire la résolution de groupe qui provient d'entités du groupe soumises à la surveillance des autorités compétentes dans l'État membre dudit dispositif de financement pour la résolution; et

4° de la proportion des ressources du dispositif de financement de groupe qu'il est prévu, dans le cadre du plan de financement, d'utiliser au bénéfice direct des entités du groupe établies dans l'État membre dudit dispositif de financement pour la résolution.”.

Art. 77. L'article 480 de la même loi est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

“Si plusieurs autorités de résolution envisagent de nommer en vertu de l'article 280, § 2, ou en vertu de l'article 35 de la Directive 2014/59/UE un administrateur spécial pour une entité affiliée à un groupe, elles vérifient s'il n'est pas plus approprié de nommer le même administrateur spécial pour toutes les entités concernées, afin de faciliter la mise en œuvre de solutions permettant de rétablir la solidité financière des entités concernées.”.

Art. 78. Dans le texte néerlandais de l'article 495, § 2, de la même loi, inséré par la loi du 25 octobre 2016, le mot “beleggingsondernemingen” est remplacé par le mot “beursvennootschappen”.

3° voor elke getroffen groepsentiteit, de verliezen die elke categorie van aandeelhouders en schuldeisers zou lijden;

4° elke bijdrage die het Garantiefonds en de andere nationale depositogarantiestelsels moeten leveren krachtens artikel 384/1 of krachtens artikel 109, lid 1, van Richtlijn 2014/59/EU;

5° de totale bijdrage door financieringsregelingen voor de afwikkeling en het doel en de vorm van de bijdrage;

6° de basis voor de berekening van het bedrag dat elke nationale financieringsregeling van de lidstaten waar de getroffen groepsentiteiten gevestigd zijn, moet bijdragen aan de financiering van de groepsafwikkeling tot opbouw van de in punt 5° bedoelde bijdrage;

7° het bedrag dat de nationale financieringsregeling van elke getroffen groepsentiteit moet bijdragen aan de financiering van de groepsafwikkeling, evenals de vorm van die bijdragen;

8° het bedrag aan leningen dat de financieringsregelingen van de lidstaten waar de getroffen groepsentiteiten gevestigd zijn, zullen betrekken van kredietinstellingen, financiële instellingen en andere partijen, overeenkomstig artikel 6/3, § 1, van de wet van 28 december 2011 op het Afwikkelingsfonds of artikel 105 van Richtlijn 2014/59/EU;

9° de termijn voor het gebruik van de financieringsregelingen van de lidstaten waar de getroffen entiteiten gevestigd zijn, welke in voorkomend geval verlengd moet kunnen worden.

§ 2. De basis voor het verdelen van de in paragraaf 1, punt 5°, bedoelde bijdrage dient te stroken met het bepaalde in artikel 3, 9°, van het koninklijk besluit van 5 maart 2017 tot uitvoering van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen, wat de opmaak van afwikkelingsplannen en groepsafwikkelingsplannen en de beoordeling van de afwikkelbaarheid betreft, tenzij in het financieringsplan anders is bepaald.

De berekening van de bijdrage van elke nationale financieringsregeling is, tenzij anders in het financieringsplan is bepaald, met name gebaseerd op :

1° de omvang van de risicotewogen activa van de groep aangehouden door de entiteiten als bedoeld in artikel 424, 1° tot 4°, die gevestigd zijn in de lidstaat van die afwikkelingsfinancieringsregeling;

2° de omvang van de activa van de groep aangehouden door de entiteiten als bedoeld in artikel 424, 1° tot 4°, die gevestigd zijn in de lidstaat van die afwikkelingsfinancieringsregeling;

3° de omvang van de verliezen die geleid hebben tot de noodzaak van een groepsafwikkeling die haar oorsprong vindt in groepsentiteiten onder toezicht van de bevoegde autoriteiten in de lidstaat van die afwikkelingsfinancieringsregeling; en

4° de omvang van de middelen van de financieringsregeling van de groep die in het kader van het financieringsplan naar verwachting rechtstreeks gebruikt zullen worden voor groepsentiteiten die gevestigd zijn in de lidstaat van die afwikkelingsfinancieringsregeling.”.

Art. 77. Artikel 480 van dezelfde wet wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

“Indien meerdere afwikkelingsautoriteiten voornemens zijn om krachtens artikel 280, § 2, of krachtens artikel 35 van Richtlijn 2014/59/EU een bijzondere bestuurder te benoemen bij een entiteit binnen een groep, overwegen zij of het passender zou zijn om éénzelfde bijzondere bestuurder voor alle betrokken entiteiten te benoemen om het herstel van de financiële soliditeit van de betrokken entiteiten te vergemakkelijken.”.

Art. 78. In artikel 495, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 oktober 2016, wordt het woord “beleggingsondernemingen” vervangen door het woord “beursvennootschappen”.

Section 5. — Modification de la loi du 28 décembre 2011 relative au Fonds de résolution

Art. 79. Dans la loi du 28 décembre 2011 relative au Fonds de résolution, il est inséré un article 6/4 rédigé comme suit :

"Art. 6/4. § 1^{er}. Quand un dispositif de résolution de groupe est appliqué en vertu de l'article 465 de la loi du 24 avril 2014, le Fonds de résolution verse immédiatement sa contribution au financement de la résolution du groupe conformément au plan de financement établi en vertu de l'article 465, § 1^{er}, 4^o, de la même loi.

Le Roi peut définir les règles et les procédures pour assurer l'application des dispositions de l'alinéa premier.

§ 2. Tout produit ou profit résultant de l'utilisation des dispositifs de financement de groupe est attribué au Fonds de résolution et aux autres dispositifs de financement nationaux en fonction de leurs contributions au financement de la résolution de groupe.

§ 3. Le Fonds de résolution peut garantir tout emprunt contracté conformément à l'article 6/3, § 1^{er}.

CHAPITRE XIX. — *Suppression du Conseil d'agrément des agents de change et du titre d'agent de change*

Section 1^{re}. — Dispositions relatives à suppression du Conseil d'agrément des agents de change et du titre d'agent de change

Art. 80. Aux fins de la suppression du Conseil d'agrément des agents de change, le président en fonction du Conseil d'agrément, assisté du trésorier et du secrétaire, dispose des pouvoirs les plus étendus pour ordonner ou poser tous les actes de gestion, d'administration et de disposition nécessaires à la cessation des activités et à la suppression du Conseil d'agrément des agents de change et du titre d'agent de change. Le président met fin entre autres aux opérations et à toutes les activités en cours comme les procédures en matière disciplinaire, d'octroi ou de retrait du titre d'agent de change, agent de change honoraire ou agent de change en interruption, il paie les dettes et charges de toute nature, il veille, le cas échéant, à la répartition du solde de liquidation entre les agents de change, il veille à l'établissement du rapport des commissaires et des comptes de clôture et convoque l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 81. Le solde de liquidation est réparti entre les agents de change et agents de change honoraires dont les noms figurent sur la liste des agents de change et agents de change honoraires publiée par le Conseil d'agrément. La répartition s'opère à parts égales entre tous les agents de change et agents de change honoraires indépendamment du nombre d'années de paiement des cotisations.

Art. 82. Le président convoque l'assemblée générale extraordinaire et lui soumet les comptes de clôture et le rapport des commissaires pour qu'elle les approuve et vote la décharge du liquidateur. L'assemblée générale extraordinaire siège valablement quel que soit le nombre d'agents de change présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des voix des agents de change présents ou représentés.

Section 2. — Dispositions abrogatoires et modificatives

Art. 83. Dans la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, la section 5 du chapitre II, comportant l'article 21, modifié par la loi du 2 mai 2007 et par l'arrêté royal du 3 mars 2011 est abrogée.

Art. 84. L'article 75, § 1^{er}, 15^o, de la même loi est abrogé.

Art. 85. Dans l'article 16, alinéa 1^{er}, de la loi-cadre du 3 août 2007 relative aux professions intellectuelles prestataires de services, les mots "agents de change," sont remplacés par les mots "agents de change honoraires".

Art. 86. L'arrêté royal du 11 juillet 2003 relatif au Conseil d'agrément des agents et au titre d'agent de change, modifié par les arrêtés royaux des 20 novembre 2003, 18 mai 2008 et 12 mars 2009, est abrogé.

Art. 87. Les arrêtés ministériels des 5 août 1988 portant approbation du règlement général de la Caisse de garantie des agents de change et 19 juin 2001 portant approbation du règlement du Conseil d'agrément des agents de change, sont abrogés.

Afdeling 5. — Wijziging van de wet van 28 december 2011 op het Afwikkelingsfonds

Art. 79. In de wet van 28 december 2011 op het Afwikkelingsfonds wordt een artikel 6/4 ingevoegd, luidende :

"Art. 6/4. § 1. Wanneer krachtens artikel 465 van de wet van 25 april 2014 een groepsafwikkelingsregeling wordt toegepast, levert het Afwikkelingsfonds onmiddellijk zijn bijdrage aan de financiering van de groepsafwikkeling in overeenstemming met het krachtens artikel 465, § 1, 4^o, van dezelfde wet opgestelde financieringsplan.

De Koning kan de regels en procedures vastleggen om het bepaalde in het eerste lid te waarborgen.

§ 2. Alle opbrengsten of voordelen die het gebruik van een groepsfinancieringsregeling opleveren, worden aan het Afwikkelingsfonds en de andere nationale financieringsregelingen toegewezen naar ratio van hun bijdrage aan de financiering van de groepsafwikkeling.

§ 3. Het Afwikkelingsfonds kan alle overeenkomstig artikel 6/3, § 1, aangegane leningen garanderen."

HOOFDSTUK XIX. — *Opheffing van de Erkenningsraad voor effectenmakelaars en van de titel van effectenmakelaar*

Afdeling 1. — Bepalingen inzake de opheffing van de Erkenningsraad voor effectenmakelaars en van de titel van effectenmakelaar

Art. 80. Voor de opheffing van de Erkenningsraad voor effectenmakelaars beschikt de voorzitter in functie van de Erkenningsraad, bijgestaan door de penningmeester en de secretaris, over de ruimst mogelijke bevoegdheden om alle beheersdaden, administratieve daden en daden van beschikking te verordenen of te stellen die nodig zijn voor de stopzetting van de activiteiten en voor de opheffing van de Erkenningsraad voor effectenmakelaars en van de titel van effectenmakelaar. De voorzitter beëindigt onder andere de verrichtingen en alle lopende activiteiten zoals de tuchtprocedures en de procedures met betrekking tot de toekenning of de intrekking van de titel van effectenmakelaar, ere-effectenmakelaar of effectenmakelaar in onderbreking, hij betaalt de schulden en lasten van alle aard, hij ziet, in voorkomend geval, toe op de verdeling van het vereffeningssaldo onder de effectenmakelaars, hij ziet toe op de opmaak van het verslag van de commissarissen en de eindrekeningen en hij roept de buitengewone algemene vergadering bijeen.

Art. 81. Het vereffeningssaldo wordt verdeeld onder de effectenmakelaars en de ere-effectenmakelaars waarvan de namen op de door de Erkenningsraad gepubliceerde lijst van effectenmakelaars en de ere-effectenmakelaars staan. De verdeling is gelijk verdeeld onder de effectenmakelaars en de ere-effectenmakelaars ongeacht het aantal jaren van premiebetaling.

Art. 82. De voorzitter roept de buitengewone algemene vergadering bijeen en legt haar de eindrekeningen en het verslag van de commissarissen voor opdat zij die keuren en over de verlening van kwijting aan de vereffenaar stemmen. De buitengewone algemene vergadering vergadert geldig ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde effectenmakelaars. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde effectenmakelaars.

Afdeling 2. — Opheffings- en wijzigingsbepalingen

Art. 83. In de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten wordt afdeling 5 van Hoofdstuk II, die het bij de wet van 2 mei 2007 en het koninklijk besluit van 3 maart 2011 gewijzigde artikel 21 bevat, opgeheven.

Art. 84. Artikel 75, § 1, 15^o, van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 85. In artikel 16, eerste lid, van de kaderwet van 3 augustus 2007 betreffende de dienstverlenende intellectuele beroepen, worden de woorden "de wisselagenten," vervangen door de woorden "de ere-effectenmakelaars".

Art. 86. Het koninklijk besluit van 11 juli 2003 betreffende de Erkenningsraad voor effectenmakelaars en de titel van effectenmakelaar, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 november 2003, 18 mei 2008 en 12 maart 2009, wordt opgeheven.

Art. 87. De ministeriële besluiten van 5 augustus 1988 tot goedkeuring van het algemeen reglement van de Waarborgkas van de wisselagenten en 19 juni 2001 tot goedkeuring van het reglement van de erkenningsraad voor effectenmakelaars, worden opgeheven.

Section 3. — Disposition transitoire

Art. 88. § 1^{er}. Les porteurs du titre d'agent de change ou d'agent de change honoraire dont le nom figure à la dernière liste des agents de change et agents de change honoraire publiée par le Conseil d'agrément des agents de change au moment de l'entrée en vigueur du présent chapitre sont autorisés à porter le titre d'agent de change honoraire. Les agents de change en interruption de carrière à la date d'entrée en vigueur du présent chapitre ne peuvent pas porter le titre d'agent de change honoraire.

Les personnes concernées ne sont toutefois plus autorisées à porter ce titre au cas où elles se trouvent dans un des cas visés à l'article 20 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, ou lorsque la Banque nationale de Belgique ou la FSMA ont considéré, dans le cadre de l'exercice des missions qui leur sont confiées par la loi, qu'elles ne satisfont pas aux conditions d'honorabilité et d'expertise prévues par la loi.

§ 2. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 200 à 2.000 euros ou d'une de ces peines seulement celui qui, sans y être autorisé, se sera attribué publiquement le titre d'agent de change honoraire.

Les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent paragraphe.

Section 4. — Entrée en vigueur

Art. 89. Le présent chapitre entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

CHAPITRE XX. — Octroi de prêts concessionnels à l'Association internationale de Développement dans le cadre de la dix-huitième reconstitution des ressources (IDA18)

Art. 90. Le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, octroyer des prêts concessionnels à l'Association internationale de Développement dans le cadre de la dix-huitième reconstitution des ressources (IDA18) pour un montant total maximal de 241,13 millions d'euros.

Le Roi détermine les modalités des prêts visés à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE XXI. — Dispositions réparatrices diverses

Section 1^{re} - Modifications de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers

Art. 91. Dans l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, modifié par la loi du 26 septembre 2011, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

"La mise en possession d'instruments financiers inscrits en compte peut être établie notamment par leur inscription au crédit d'un compte spécial ouvert au nom du constituant ou du bénéficiaire de la garantie ou encore d'un tiers qui détient la sûreté pour le compte du bénéficiaire. Le fait que les avoirs donnés en garantie sont enregistrés dans les livres d'un intermédiaire ne prive pas celui-ci d'agir en qualité de partie en ce qui concerne ces avoirs. Lorsque les instruments financiers sont inscrits au crédit d'un compte spécial ouvert au nom du constituant de la garantie, du bénéficiaire ou d'un tiers agissant pour le compte de celui-ci, il n'est pas porté atteinte à l'obligation de possession ou de contrôle si, jusqu'à nouvel ordre du bénéficiaire ou du tiers agissant pour le compte de celui-ci, le constituant de la garantie conserve des droits de disposition définis dans la convention constitutive de sûreté réelle."

Art. 92. L'article 3, 10^o de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"10° "créances bancaires" : les créances pécuniaires découlant d'un accord en vertu duquel :

- un établissement de crédit tel que défini par la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse ou une entité visée à l'article 2, 1^o, de la même loi;

- un prêteur en crédit hypothécaire au sens du Livre VII du Code de droit économique;

- un prêteur en crédit à la consommation au sens du Livre VII du Code de droit économique;

- toute autre personne morale étrangère qui appartient, dans son pays d'origine, à l'une des catégories visées ci-dessus;

Afdeling 3. — Overgangsbepaling

Art. 88. § 1. De houders van de titel van effectenmakelaar of ere-effectenmakelaar waarvan de naam voorkomt op de laatste lijst van de effectenmakelaars en de ere-effectenmakelaars, die door de Erkenningssraad voor effectenmakelaars wordt bekendgemaakt op het tijdstip waarop dit hoofdstuk in werking treedt, mogen de titel van ere-effectenmakelaar voeren. De effectenmakelaars in loopbaanonderbreking op de datum van de inwerkingtreding van dit hoofdstuk kunnen de titel van ere-effectenmakelaar niet dragen.

De betrokken personen mogen die titel echter niet langer voeren als zij zich in één van de in artikel 20 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen bedoelde gevallen bevinden, of als de Nationale Bank van België of de FSMA, bij de uitoefening van de hun bij wet toevertrouwde opdrachten, hebben geoordeeld dat zij niet langer voldoen aan de in de wet bepaalde voorwaarden van betrouwbaarheid en deskundigheid.

§ 2. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van 200 tot 2 000 euro of met één van die straffen alleen hij die zichzelf zonder toestemming in het openbaar de titel van ere-effectenmakelaar toe-eigent.

De bepalingen van boek 1 van het Strafwetboek, inclusief hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de in deze paragraaf bedoelde inbreuken.

Afdeling 4. — Inwerkingtreding

Art. 89. Dit hoofdstuk treedt in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK XX. — Toekenning van concessionele leningen aan de Internationale Ontwikkelingsassociatie in het kader van de achttiende wedersamenstelling van de middelen (IDA18)

Art. 90. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, concessionele leningen verlenen aan de Internationale Ontwikkelingsassociatie in het kader van de achttiende wedersamenstelling van de middelen (IDA18) voor een totaalbedrag van maximaal 241,13 miljoen euro.

De Koning bepaalt de nadere regels van de in het eerste lid vermelde leningen.

HOOFDSTUK XXI. — Diverse herstelbepalingen

Afdeling 1 - Wijzigingen van de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse fiscale bepalingen inzake zakelijke-zekerheidsovereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten

Art. 91. In artikel 4, § 1, van de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse fiscale bepalingen inzake zakelijke-zekerheidsovereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten, gewijzigd bij de wet van 26 september 2011, wordt het derde lid vervangen als volgt :

"De inbezitstelling van op rekening geboekte financiële instrumenten kan inzonderheid geschieden door de creditering van die instrumenten op een speciale rekening geopend op naam van de zekerheidsverschaffer of van de begunstigde van de zekerheid of van een derde die de zekerheid houdt voor rekening van de begunstigde. Het feit dat de als zekerheid verschafte activa in de boeken van een bemiddelaar worden ingeschreven belet die bemiddelaar niet om, met betrekking tot die activa, te handelen als een partij. Wanneer de financiële instrumenten zijn gecrediteerd op een speciale rekening op naam van de zekerheidsverschaffer, de begunstigde of van een derde die optreedt voor diens rekening, wordt aan de vereiste van bezit of controle geen afbreuk gedaan indien tot nader bericht van de begunstigde of de derde die voor zijn rekening optreedt de zekerheidsverschaffer nog beschikkingrechten heeft die in de zakelijke zekerheidsovereenkomst nader zijn bepaald."

Art. 92. Artikel 3, 10^o van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"10 "bankvorderingen" : de geldelijke vorderingen voortvloeiend uit een overeenkomst krachtens dewelke :

- een kredietinstelling, zoals gedefinieerd in de wet van 25 april 2014 op het statuut van en toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen of een in artikel 2, 1^o, van dezelfde wet bedoelde entiteit;

- een kredietgever inzake hypothecair krediet in de zin van Boek VII van het Wetboek Economisch Recht;

- een kredietgever inzake consumentenkrediet in de zin van Boek VII van het Wetboek Economisch Recht;

- iedere andere buitenlandse rechtspersoon die in zijn land van oorsprong tot één van de hierboven bedoelde categorieën behoort;

consent un prêt ou un crédit.”

Art. 93. L'article 91 entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la loi du 11 juillet 2013 modifiant le Code civil en ce qui concerne les sûretés réelles mobilières et abrogeant diverses dispositions en cette matière.

Art. 94. L'article 38, a), de la loi du 25 décembre 2016 modifiant diverses dispositions relatives aux sûretés réelles mobilières est abrogé.

Section 2. — Modifications de la loi du 3 août 2012 relative à des mesures diverses pour faciliter la mobilisation de créances dans le secteur financier

Art. 95. Dans le chapitre 3 de la loi du 3 août 2012 relative à des mesures diverses pour faciliter la mobilisation de créances dans le secteur financier, il est inséré une section 1^{rebis}, intitulée :

”Section 1^{rebis}. Cessibilité des créances bancaires”.

Art. 96. Dans la section 1^{rebis}, insérée par l'article 95, il est inséré un article 3^{bis}, rédigé comme suit :

”Art. 3^{bis}. Une créance bancaire est librement cessible par le créancier sous réserve de restrictions expressément prévues par la loi ou par le contrat de crédit ou de prêt à l'origine de la créance bancaire.”.

Art. 97. Dans la même section, il est inséré un article 3^{ter}, rédigé comme suit :

”Art. 3^{ter}. § 1^{er}. L'article 3^{bis} s'applique à tous les contrats conclus avant l'entrée en vigueur de la présente loi et aux créances bancaires et garanties qui y sont liées, même si elles sont nées ou ont été cédées avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 2. Cet article ne porte pas atteinte aux droits définitivement acquis par des tiers avant l'entrée en vigueur de la présente loi.”.

Section 3. — Modification de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse

Art. 98. Dans l'article 381 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse, modifié par la loi du 22 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot ”depositogarantieregeling” est remplacé dans la version néerlandaise par le mot ”depositobeschermingsregeling”;

2° à l'alinéa 3, dans le texte néerlandais, les mots ”het depositogarantiestelsel” remplacés par les mots ”de depositobeschermingsregeling”.

Section 4. — Modifications de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance

Art. 99. Dans l'article 81, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurances ou de réassurance, les mots ”article 41” sont remplacés par les mots ”article 40”.

Art. 100. Dans l'article 104, § 1^{er}, de la même loi, dans le texte néerlandais, les mots ”eerste 1” sont remplacés par les mots ”eerste lid”.

Art. 101. Dans l'article 111, alinéa 1^{er}, de la même loi, dans le texte néerlandais, le mot ”vestigingskantoor” est remplacé par le mot ”vestigingsland”.

Art. 102. Dans l'article 393, alinéa 1^{er} de la même loi, les mots ”Directive 2008/139/CE” sont remplacés par les mots ”Directive 2009/138/CE”.

een lening of een krediet toestaat.”

Art. 93. Artikel 91 treedt in werking op de dag van inwerkingtreding van de wet van 11 juli 2013 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de zakelijke zekerheden op roerende goederen betreft en tot opheffing van diverse bepalingen ter zake.

Art. 94. Artikel 38, a), van de wet van 25 december 2016 houdende de wijziging van verscheidene bepalingen betreffende de zakelijke zekerheden op roerende goederen wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Wijzigingen van de wet van 3 augustus 2012 betreffende diverse maatregelen ter vergemakkelijking van de mobilisering van schuldborderingen in de financiële sector

Art. 95. In hoofdstuk 3 van de wet van 3 augustus 2012 betreffende diverse maatregelen ter vergemakkelijking van de mobilisering van schuldborderingen in de financiële sector wordt een afdeling 1^{bis} ingevoegd, luidende :

”Afdeling 1^{bis}. Overdraagbaarheid van bankvorderingen”.

Art. 96. In afdeling 1^{bis}, ingevoegd bij artikel 95, wordt een artikel 3^{bis} ingevoegd, luidende :

”Artikel 3^{bis}. Een bankvordering is vrij overdraagbaar door de schuldeiser behoudens in de mate van beperkingen uitdrukkelijk voorzien door de wet of beperkingen uitdrukkelijk bedongen door de krediet- of leningsovereenkomst waaruit de bankvordering voortvloeit.”.

Art. 97. In dezelfde afdeling wordt een artikel 3^{ter} ingevoegd, luidende :

”Art. 3^{ter}. § 1. Artikel 3^{bis} is van toepassing op alle overeenkomsten die werden gesloten voor de inwerkingtreding van deze wet en op de bankvorderingen en daaraan verbonden waarborgen, ongeacht of ze voor de inwerkingtreding van deze wet zijn ontstaan of overgedragen

§ 2. Dit artikel doet geen afbreuk aan rechten definitief verworven door derden voor de inwerkingtreding van deze wet.”.

Afdeling 3 - Wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen

Art. 98. In artikel 381 van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen, gewijzigd bij de wet van 22 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord ”depositogarantieregeling” vervangen door het woord ”depositobeschermingsregeling”;

2° in het derde lid worden de woorden ”het depositogarantiestelsel” vervangen door de woorden ”de depositobeschermingsregeling”.

Afdeling 4. — Wijzigingen van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen

Art. 99. In artikel 81, § 1, tweede lid, van de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen worden de woorden ”artikel 41” vervangen door de woorden ”artikel 40”.

Art. 100. In artikel 104, § 1, van dezelfde wet worden de woorden ”eerste 1” vervangen door de woorden ”eerste lid”.

Art. 101. In artikel 111, eerste lid, van dezelfde wet wordt het woord ”vestigingskantoor” vervangen door het woord ”vestigingsland”.

Art. 102. In artikel 393, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden ”Richtlijn 2008/139/EG” vervangen door de woorden ”Richtlijn 2009/138/EG”.

Section 5. — Modification du Code des sociétés

Art. 103. L'article 684, § 2, du Code des sociétés est complété par les mots "de la Banque nationale de Belgique ou de la Banque centrale européenne".

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELD

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K54-2682

Compte rendu intégral : 23 novembre 2017

Afdeling 5. — Wijziging van het Wetboek van Venootschappen

Art. 103. In artikel 684, § 2, van het Wetboek van Venootschappen worden de woorden "de Nationale Bank van België of de Europese Centrale Bank" ingevoegd tussen de woorden "de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten" en de woorden "onderworpen zijn".

Gegeven te Brussel, 5 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELD

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K54-2682

Integraal verslag : 23 november 2017

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2017/31490]

10 DECEMBRE 2017. — Arrêté royal fixant les cadres linguistiques du Service public fédéral Finances

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, l'article 43ter, § 4 et § 8, inséré par la loi du 12 juin 2002 et modifié en dernier lieu par les lois des 27 décembre 2004 et 20 juillet 2005 ;

Vu l'arrêté royal du 19 septembre 2005 déterminant, en vue de l'application de l'article 43ter des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les emplois des agents des services centraux des services publics fédéraux, qui constituent un même degré de la hiérarchie ;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 2015 fixant les cadres linguistiques du Service public fédéral Finances ;

Vu le Plan du personnel 2017 du Service public fédéral Finances, approuvé le 16 mai 2017 par les autorités compétentes ;

Vu les remarques émises par les organisations syndicales conformément à l'article 54, alinéa 2, des lois précitées ;

Vu l'avis n° 49.222 de la Commission permanente de contrôle linguistique, donné le 24 octobre 2017 ;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans les services centraux du Service public fédéral Finances, les emplois sont répartis entre le cadre linguistique français et le cadre linguistique néerlandais dans les proportions fixées par le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. L'arrêté royal du 10 avril 2015 fixant les cadres linguistiques du Service public fédéral Finances est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELD

FEDERALE OVERHEIDS DIENST FINANCIEN

[C – 2017/31490]

10 DECEMBER 2017. — Koninklijk besluit van tot vaststelling van de taalkaders van de Federale Overheidsdienst Financiën

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken gecoördineerd op 18 juli 1966, artikel 43ter, § 4 en § 8, ingevoegd bij de wet van 12 juni 2002 en laatst gewijzigd bij de wetten van 27 december 2004 en 20 juli 2005;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 september 2005 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43ter van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de betrekkingen van de ambtenaren van de centrale diensten van de federale overheidsdiensten, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 2015 tot vaststelling van de taalkaders van de Federale Overheidsdienst Financiën;

Gelet op het Personeelsplan 2017 van de Federale Overheidsdienst Financiën, dat op 16 mei 2010 door de bevoegde autoriteiten werd goedgekeurd;

Gelet op de opmerkingen die door de vakorganisaties werden geformuleerd overeenkomstig artikel 54, tweede lid van voormelde wetten;

Gelet op het advies nr. 49.222 van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, gegeven op 24 oktober 2017;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de centrale diensten van de Federale Overheidsdienst Financiën worden de betrekkingen verdeeld tussen het Franse en het Nederlandse taalkader volgens de verhoudingen die in de bij dit besluit gevoegde tabel zijn bepaald.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 10 april 2015 tot vaststelling van de taalkaders van de Federale Overheidsdienst Financiën, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De minister die bevoegd is voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELD